

N° 787 — 5 F  
NUMERO SPECIAL JUIN 1978

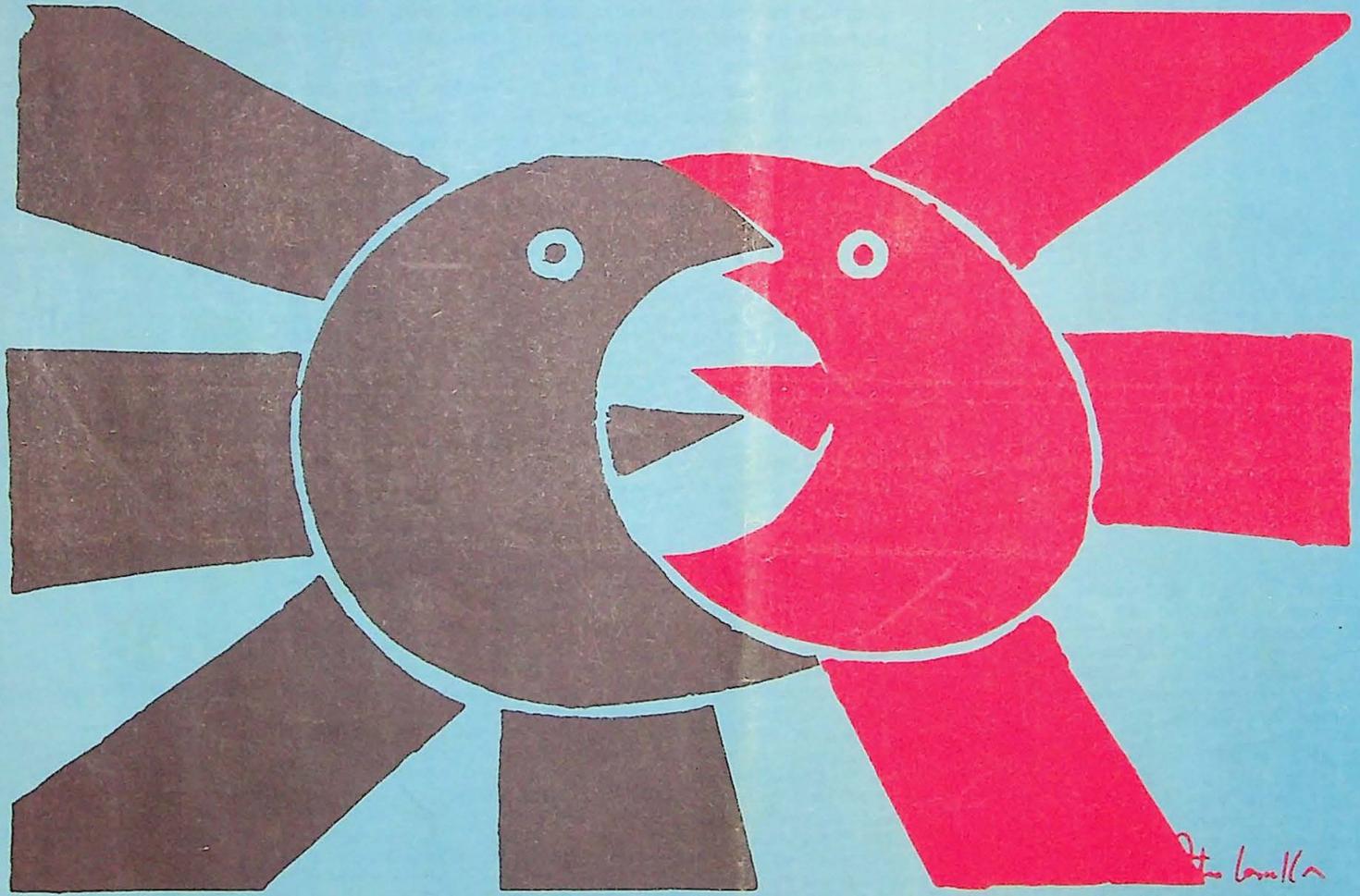
NOUVELLE ÉDITION

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE  
UNIFIÉ

**PSU**

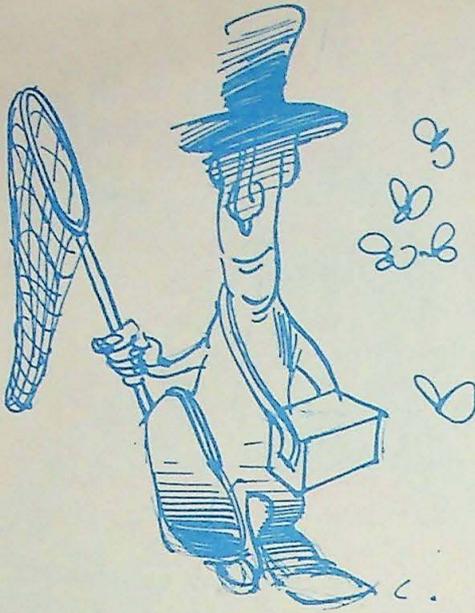
# tribun socialiste

FÊTE  
DU  
PSU  
78



**MAI  
JUIN**

**68**



# Vacances

Pour la troisième année consécutive, Politique-Hebdo a ouvert la semaine dernière sa rubrique « Vacances pas con ». A l'origine de cette initiative, une impression : qu'ils soient ou non militants, les gens qui se reconnaissent dans l'extrême-gauche, ou dans une gauche différente, ont eux aussi besoin de changer, de faire autre chose pendant la pause plus ou moins longue que leur accorde leur condition de salarié. Bref, le mot vacances n'est pas un mot de droite. Si ma mémoire est bonne il appartient même aux travailleurs depuis 1936. A ces évidences s'en est ajoutée une autre : les militants et leurs sympathisants pouvaient avoir envie de continuer à lutter contre la société de consommation pendant ce temps de vacances. Non pas avec des mots et par un joli discours sur les « vacances concentrationnaires et récupérées » mais par la pratique.

D'où une idée simple : parler de pêche, de marche à pied, de bicyclette, de nature, de lieux où la rencontre avec l'autre ne coûte pas (trop) cher parce qu'il est pour l'instant difficile de vendre le soleil, l'eau, l'air, les fleurs, la vie qui passe et le plaisir de rire. Un essai

**A pied ou en vélo, pour tisser, danser, bouffer du kilomètre, jouer de l'épinette. Pour bailler aux corneilles ou raconter sa vie passée, sa vie à venir. Pour fourbir ses analyses avant l'hiver... Les bonnes adresses du père Boris.**

● **A PIED.** — Du 3 au 8 juillet, une randonnée pédestre dans le Parc régional naturel du Queyras. Au menu : connaissance de la faune, de la flore et de la vie des gens. Il y en a d'autres, paraît-il, de ces promenades. Pour en savoir plus contacter l'Association des Guides, C/O Robert Mandin, 05470 Aiguilles, tél. 45-71-47.

● **ENCORE A PIED.** — Vous n'avez pas besoin de conseil pour acheter vos chaussures de marche, mais peut-être ne savez-vous pas qu'en France, la marche à pied, dite randonnée, commence à s'organiser. On n'arrête pas le progrès. Il y a un mois environ, le Comité National des Sentiers de Grande randonnée s'est transformé en Fédération française de la randonnée pédestre. Paraît qu'il y a de la magouille politico-financière dans l'air... On vous le signale à tout hasard.

Les sentiers dits de grande randonnée se baladent à travers toute la France et ils sont aussi bien signalés que les routes nationales. En plus discret, et avec déviations pour éviter les villes. Le plus connu de tous est le GR 1 qui fait le tour de Paris en 750 kilomètres. Le Comité des sentiers (92, rue de Clignancourt, 75883 Paris Cedex 18, tél. 259-60-40) a édité des topo-guides qui fournissent la description minutieuse de chaque sentier, avec gîtes d'étape, et tout et tout. Ces guides coûtent de 15 à 30 F.

Pour marcher on peut encore, et ce n'est pas limitatif, s'adresser aux Amis de la nature (197, rue Championnet, 75018 Paris, tél. 627-53-56), une association qui a des groupes en province. Enfin, pour s'y retrouver sans ces organisateurs, il y a les publications, fort bien faites, de l'Institut géogra-

phique national (107, rue de la Boétie, 75008 Paris, tél. 225-87-90). Il édite des cartes de la plupart des grandes forêts françaises au 1/25 000<sup>e</sup> (15 F), des feuilles topographiques au 1/25 000<sup>e</sup> (11,50 F), ainsi que des cartes des parcs régionaux ou naturels pour 20 F. Sur simple demande, ils envoient un catalogue avec les prix.

Et il ne vous reste plus qu'à dévorer le livre de Jacques Lacarrière, *Chemin faisant*, publié il y a quatre ans chez Fayard, et qui raconte un long voyage à pied à travers la France.

● **CHANTIER FAMILIAL.** — L'association Etudes et Chantiers a mis sur pied « une formule originale de chantier où les parents et les enfants choisissent de vivre ensemble, de travailler bénévolement, de gérer un budget collectif en vue de la réalisation d'un aménagement rural ou urbain. Le chantier est une occasion d'échanges et d'animations entre les habitants du quartier ou du village et les participants ». Cette vie communautaire est aussi une occasion de réfléchir sur les avantages, les limites et les inconvénients du travail bénévole. Cette année, les chantiers familiaux se tiennent à Bergues (Nord) pour la transformation des fortifications Vauban en espaces verts de façon à en écarter les promoteurs ; et en Bretagne, pour l'aménagement des rivières afin de leur éviter les ravages des bulldozers du Génie rural. (Ecrire à Anne Richard, 33, rue Campagne-Première, 75014 Paris, tél. 322-15-61.)

● **MAISON AUTONOME.** — C'est le titre du dossier Alternatives (Editions Librairies Parallèles/Alternative, 36, rue des Bourdonnais, 75001 Paris, tél. 233-08-40) que vous aurez peut-être envie de lire avant d'aller faire un stage écologique ou d'aller à la campagne. Chauffage, électricité et alimentation : toutes les solutions alternatives sont proposées. Il y a le meilleur comme... le moins bon, mais ce livre-brochure à l'avantage d'être complet et riche en adresses ou en idées de départ. Ce guide de l'autonomie vaut 35 F en librairie et 38 F par correspondance, et il est inutile de nous écrire pour nous dire que cela manque de perspective politique, on s'en est aperçu.

● **LARZAC.** — C'est un rappel : pendant tout l'été il se passera quelque chose au Larzac et plus précisément au Cun du Larzac (La Blaquerie, 12230 La Cavalerie). L'armée, la non-violence, l'expression théâtrale,

la vie en communauté, les énergies douces, l'écologie... les sujets ne manquent pas et pour connaître le détail des semaines de réflexion et de discussion le mieux est de leur écrire. En mettant un timbre pour la réponse car ils ne doivent pas rouler sur l'or.

● **EPINETTE.** — Si ce nom vous rappelle une vieille chanson, vous savez que l'épinette est un instrument de musique à corde dont on joue à deux mains. On peut apprendre à l'apprendre du 9 au 16 juillet à la Maison de la culture et des loisirs de Gérardmer, pour 450 F. Pour le logement, il y a un terrain de camping spécial (et équipé) ; on peut manger pour environ 12 F dans une maison familiale de vacances, à moins que l'on préfère faire sa cuisine à la M.J.C. Ce stage est aussi un moyen de découvrir les principes de la musique traditionnelle. (M.J.C. de Gérardmer, 1, boulevard de St-Dié, 88400 Gérardmer, tél. 63-11-96.)

● **DANSE TRADITIONNELLE.** — Quand vous aurez fini d'apprendre à jouer de l'épinette (... des Vosges, ne pas confondre avec l'ancêtre du clavecin), quatre animateurs spécialisés de la même MJC sont disposés à vous initier, du 19 au 28 juillet, à la danse traditionnelle pour la même somme de 450 F.

● **TISSAGE.** — Toujours la M.J.C. de Gérardmer : apprentissage sur un métier quatre cadres, du 3 au 8 juillet, avec une instructrice diplômée de l'école supérieure de tissage et de filature d'Epinal. Le prix est de 350 F et on repart avec tout ce que l'on a réussi à tisser. Bonne occasion de causer de Boussac...

● **CEVENNES.** — Une association qui gène un mas cévenol dans le Gard, non loin de Génolhac si ma mémoire est bonne, propose des vacances collectives en juillet et août « pour favoriser la confrontation des individus à travers une vie quotidienne commune ». Le logement se fait en chambres et en dortoirs sur une base moyenne de 12 F par personne ; en ce qui concerne la nourriture elle se règle dans le cadre d'une gestion collective. Au programme également : la connaissance de la région et de ceux qui y vivent toute l'année. (La Soleilhade, 147 Boulevard de Charonne, 75011 Paris. Tél. 379-02-55).

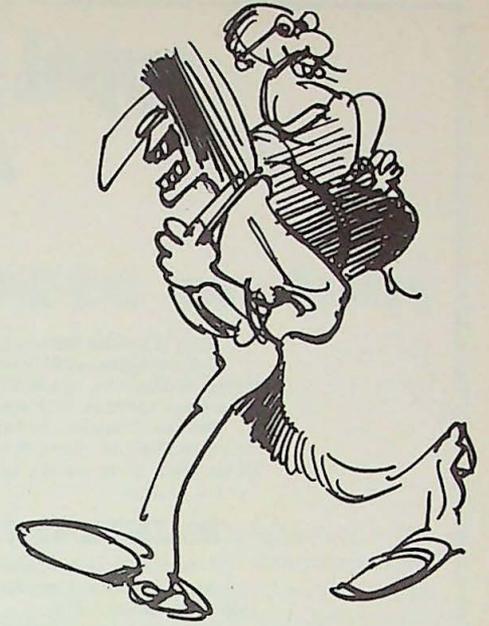
● **CHALET EN QUEYRAS.** — Il nous ont écrit pour nous dire (en souhaitant longue

# pas con

timide (mais ô combien convaincu) déclencha l'avalanche : les idées déferlèrent, tout comme les lettres d'enthousiasme. Aucun doute, les lecteurs et moi avions envie d'échanger des informations sur des vacances les plus différentes possibles, sur celles qui permettent de rencontrer d'autres gens tout en échappant (au moins un peu) à la consommation. Depuis, c'est devenu la mode. Pourtant la « demande » n'a pas faibli.

Alors, comme Politique-Hebdo a provisoirement mis la clef sous le paillason pour cause d'inventaire socialo-communiste, je m'installe à T.S. pour quelques semaines. Avec la certitude de retrouver quelques connaissances. Pour les autres, un dernier rappel : on vérifie, on se fie surtout à ceux qui ont expérimenté tel ou tel type de vacances, tel ou tel type de stages ou de rencontres, mais on ne peut pas vous jurer que de temps à autre un marchand de soupe ne passe pas à travers les mailles. Enfin, toutes les idées, toutes les demandes sont les bienvenues. Ecrivez à : Claude Boris, 14-16 rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.

C. B. ■



vie au journal qui remplacera PH) : « On a dans le Queyras un chalet de 40 places. Il est situé dans un village et on essaie d'en faire un lieu de rencontre entre vacanciers et habitants du village. Pour ce qui est de la vie quotidienne, les tâches ménagères et la cuisine sont prises en charge par tous. De nombreuses activités sont possibles : balades en montagne, ski en hiver, aménagement du chalet, foins avec les paysans, etc. Le prix est de 20 F par jour, nourri et logé en dortoir. On est une association de 1901. Tous ceux qui le veulent peuvent y adhérer. On fonctionne avec un bureau élu tous les ans et deux A.G. par an. Renseignements : L'Olive, 6, rue Boutin, 75013 Paris, tél. 580-53-51. »

● **ALTERNATIVES.** — Le Centre de Rencontres les Circauds (71610 St Julien de Civry, tél. 25-82-89), organise — entre autres

— un stage continu que l'on peut prendre en marche entre le 21 juillet et le 10 août et consacré à toutes les expériences sur les solutions (énergie et autres) alternatives. Il s'agit avant tout d'un échange de savoir-faire entre des groupes ; avec une longue discussion sur les attitudes à avoir vis-à-vis des « marchands d'énergie nouvelle », des Pouvoirs publics et des consommateurs. Ces trois semaines comportent également une partie pratique importante. Le séjour aux Circauds revient à 30 F par jour, mais il est précisé que ce prix ne doit pas être un obstacle. Les mêmes organisent une rencontre femmes du 10 au 14 juillet et une rencontre enfants-adultes (pas tarée par l'ambiance habituelle école/travail) du 17 au 31 juillet.

● **ESPAGNE.** — Si vous passez par l'Espagne, sachez qu'il existe désormais deux revues écologiques dans ce pays, qu'elles

sont toutes deux publiées à Barcelone et que leurs animateurs souhaitent rencontrer un maximum de militants français et échanger des idées avec eux. La première revue (tendance libertaire) s'appelle **Alfalta** (Boqueria, 40 pral. tél. 318-40-15) et la seconde (plus proche de **Tribune Socialiste** pour les analyses politiques) est **Userda** (Appartat de correus 802). A lire — au moins — en passant par Barcelone pour apercevoir un peu autre chose de l'Espagne, et pour se rendre compte que la contestation écologique y démarre très fort en dépit du mépris de fer des partis politiques.

● **ENERGIES NOUVELLES.** — Une petite journée, une seule, en guise d'apéritif aux vacances et consacrée aux énergies nouvelles est organisée le 11 juin à Saint-Maurice l'Exil à la Salle des Craies. Il y aura des démonstrations et des débats ; histoire de rappeler qu'on peut se passer du nucléaire d'EDF. Saint-Maurice l'Exil, c'est dans l'Isère. ■

## STAGES D'ÉTÉ

### DES DATES A RETENIR !

- Deux stages de formation de base :
    - aux Guions (Hautes-Alpes), du samedi 22 juillet au soir au dimanche 30 juillet au matin ;
    - dans le Gers, du 19 août au soir au 27 août au matin.
  - Deux stages d'animateurs de section sur le thème « Parti et mouvement autogestionnaire » :
    - aux Guions, du samedi 19 août au soir au dimanche 27 août au matin ;
    - dans le Gers, du 15 août au soir au 20 août au soir.
  - Un stage « Femmes » du 25 août au matin au 29 août au soir (dans le Gers).
- INSCRIVEZ-VOUS !** en envoyant ce bulletin, avec la somme de 50 francs pour frais d'inscription :
- au PSU, 9, rue Borromée, 75015 Paris, pour les stages des Guions ;
  - au PSU-Midi Pyrénées, 3, rue d'Aubuisson, 31000 Toulouse, pour les stages du Gers ;
  - ainsi qu'au secteur Femmes, PSU, 9, rue Borromée, 75015 Paris, pour le stage « Femmes ».
- D'autre part, la « Fédération des élus autogestionnaires » organise un stage pour les élus, les membres des Commissions extra-municipales, les personnels communaux... aux Guions, du 19 au 27 août.
- Pour s'inscrire :  
 PSU, 9, rue Borromée, 75015 Paris  
 ou Fédération des Elus Autogestionnaires, 31, rue Decrès, 75014 Paris.

### Bulletin d'inscription aux stages d'été

Nom .....  
 Prénom .....  
 Adresse .....  
 Profession .....  
 Année de naissance .....  
 Fédération .....  
 Date d'adhésion au P.S.U. ....  
 Responsabilité .....  
 Syndicat .....  
 Accord de la fédération .....  
 Hébergement : vient seul :  
                                   OUI - NON

sinon, combien de personnes en plus :  
   adultes            enfants

Stage choisi (cocher les cases) :  
 — stage de base :  
   Guions (juillet)   
   Gers (août)

— stage d'animateurs (août) :  
   Gers   
   Guions

— stage « femmes » (août) :  
   Gers

— stage des élus (août) :  
   Guions

**IMPORTANT : joindre 50 F pour l'inscription.**

# appel pour un nouvel hebdo

## “MAINTENANT”

Nous n'avions jamais travaillé ensemble. Communistes, socialistes, PSU, militants d'extrême-gauche, féministes, écologistes, syndicalistes, gens de gauche avec ou sans carte, nous nous sommes trop souvent regardés en chiens de faïence. Pour la première fois dans l'histoire de ce pays, nous avons décidé de créer quelque chose ensemble. Ni un club, ni un cartel, ni un parti. Un journal.

### MAINTENANT

Pourquoi un journal, un journal-test ? Parce que nous ne voulons pas rester sur l'échec hâtivement refoulé de mars 1978.

Parce que l'espoir est toujours vivant. Parce que la gauche, toute la gauche, tout le mouvement ouvrier doivent changer. Au prix d'une critique lucide de nos pratiques, de nos croyances, de nos mots.

Parce qu'enrichis de nos différences, de nos divergences, de nos expériences et de nos sensibilités, nous voulons inventer ensemble une autre manière de parler, de comprendre, de vivre la politique.

Notre défi : un socialisme bien loin des dérives social-démocrates, des goulags staliniens et des carcans technocratiques.

Un journal donc. Pas un journal de partis. Pas une revue savante. Pas un recueil de sermons, une collection de siloques.

Ni de discours d'appareils. Un journal différent. Pour informer vraiment, autrement, librement.

Pour expérimenter dans notre travail collectif les idées que nous défendons tous : pluralisme, autogestion.

Ce projet rassemble une équipe de journalistes professionnels engagés et libres de leur parole. Ils disposeront d'un réel pouvoir de contrôle sur la rédaction et la gestion.

Notre ambition : un hebdomadaire politique et culturel, nourri d'enquêtes et de reportages.

Un lieu de confrontation où vous retrouverez votre vie, vos doutes, vos désirs et vos combats.

Vos combats. Les nôtres. Ceux de l'existence quotidienne, du travail et des idées. Partout. En France et dans le monde. Et si l'on essayait de parler un autre langage ? Le langage de vous et de nous. Le langage de tout le monde. Ni la langue de bois. Ni le slogan.

Et si nous vous disions, cette fois ensemble : votre participation, votre soutien nous intéressent ? Et aussi votre argent. Et si nous disions... nous vous le dirons, si vous faites votre ce projet, si vous nous rejoignez en devenant actionnaires de ce journal.

Claude Bourdet  
Claude Boris  
Christine Buci-Glucksmann  
Roger-Dosse  
Jean Elleinstein  
Jacques Frémontier  
Hervé Hamon  
Danielle Kaisergruber  
Jack Lang  
Albert-Paul Lentin  
Didier Motchano  
Paul Noiro  
Nicos Poulantzas  
Nicole Questiaux  
Patrick Rotman  
François Turquan  
Anne Valier  
fondateurs

Général Bécam  
Jacques Berque  
Jean-François Blet  
Pierre Bourgeade  
Christian Bourgois  
Jean-Marie Brohm  
Jean Bruhat  
Michel De Certeau  
Aimé Cesaire  
M.J. et  
P.H. Chombart de Lauwe  
Henri Deluy  
Gérard Desseigne  
Olivier Duhamel  
René Dumont  
Victor Fay  
Jean-Pierre Faye  
Jean-Jacques De Felice  
Mac Ferro  
Jacques Fournier  
Gérard Fromanger  
René Gallissot  
Pierre Guidoni  
Louis Guilloux  
Raymond Jean  
Alain Jouffroy  
Edmond Jouve  
Alain Joxe  
Pierre Joxe  
Roland Kessous

**Note technique**  
Les modalités techniques de souscription d'actions pour une société anonyme sont régies par la loi du 24 juillet 1966.

Remarques importantes :  
1. - Vous n'êtes pas obligés de régler immédiatement la totalité de la somme, mais éventuellement le quart. Vous devez en revanche vous engager à verser le complément lorsque la société vous le demandera dans quelques mois.

2. La loi garantit votre souscription. Tant que les 15 000 actions n'ont pas été souscrites, l'argent recueilli est bloqué en banque sous contrôle du tribunal de commerce.

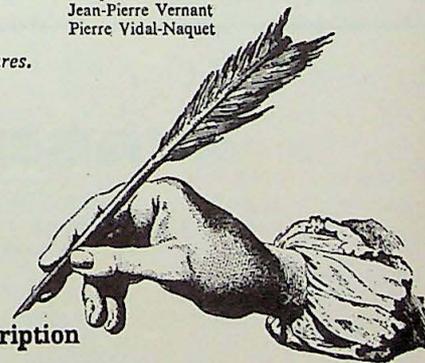
Si les 15 000 actions ne sont pas souscrites, le Tribunal de commerce décide que la société ne peut se créer et l'argent des actions déjà vendues est restitué à ses propriétaires.

PS : une note d'information qui a reçu le visa n° 7844 en date du 18 Mai 1978 de la Commission des opérations en bourse (COB) est disponible au siège social de la société 14-16 rue des Petits-Hôtels 75010 Paris.

Politique-Hebdo, partie prenante de cette initiative, a décidé d'arrêter sa parution et de consacrer tous ses efforts à la réussite de ce projet.

Georges Kiejman  
Bernard Lambert  
Pierre Lenoël  
Daniel Lindenberg  
Jacques Madaule  
Coopérative des Malassis  
Richard Marienstras  
Léo Matarasso  
Michèle et  
Armand Matteiart  
Claude Mauriac  
Jean-Pierre Michel  
Michel Mousel  
Hélène Parmelin  
Charles Pinget  
Christian Pierret  
Edouard Pignou  
René-Victor Pilhes  
Hugues Portelli  
Jean-Jacques Porchez  
Rancillac  
Madeleine Rebérioux  
Catherine Ribero  
Jacques Roubaud  
Philippe Robrieux  
Elizabeth Rudnesco  
Catherine Sauvage  
Sempé  
Jean-Pierre Vernant  
Pierre Vidal-Naquet

Premières signatures.



### bulletin de souscription

Je, soussigné.....

.....

Après avoir pris connaissance des Statuts de la Société en cours de formation et des conditions de l'émission des actions devant constituer le capital social, Déclare souscrire, par le présent bulletin, dont un exemplaire m'a été remis,..... de Trois Cents Francs chacune,

A l'appui de ma souscription, je verse la somme de .....

.....

représentant le quart du montant nominal des actions souscrites

Je m'oblige à verser le solde de .....

.....

sur toutes les actions qui m'auront été attribuées, suivant les appels de fonds qui seront faits par le Directoire

Fait à .....

Le .....

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent  
Rédacteur en chef : José Sanchez  
Rédacteurs en chef adjoints : Claude Deshliat, René Lanarcho  
Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan  
● Et pourtant elle tourne : J. Jullien, Ph. Marielle, B. Ravenel  
● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarcho, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot  
Dessinateurs : Bâtellier, Cagnat, Desmoulin, Fénu, Mathé  
Maquette et collaboration technique : Max Pagis  
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleur  
Directeur de la publication : Geneviève Petiot  
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »  
9, rue Borromée, 75015 Paris  
Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37.  
Administration et publicité : 566-45-37  
Numéro de la commission paritaire : 37 392  
Distribué par les N.M.P.P.  
Composition, photogravure, Impression :  
S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05  
Changement d'adresse  
Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

Les chèques sont à libeller à l'ordre de la S.P.E.P.H. (Société de presse et d'édition des Petits Hôtels), 14, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.

Vacances pas con  
par **Cl. Boris** ..... p. 2-3

**MAI-JUIN 68**

● **Editorial**

Mai 78 ou la fête de juin  
par **M. Mousel** ..... p. 5

● **Témoignages**

Mai-juin 68 :  
Côté cour et côté jardin  
par **Y. Sparfel** ..... p. 6-7  
Lip : l'esprit de mai  
par **R. Vittot** ..... p. 7-8  
Peugeot-Sochaux : 11 juin,  
la journée sanglante  
par **G. Minazzi** ..... p. 8-9  
Renault-Flins : un mythe ?  
par **Paul R.**,  
propos recueillis  
par **D. Juge** ..... p. 10-11  
Vivre autrement, et tout de suite  
par la **section PSU-Hispano-Suiza**  
p. 12

**SPECIAL FETE P.S.U.**

Plan de la fête ..... p. 13  
Programme du samedi .... p. 14-15  
Programme du dimanche .. p. 16-17  
Cité du livre ..... p. 18-19  
Stand central - débats du PSU p. 20

**MAI-JUIN 68**

La commune de Nantes  
par **D. Palvadeau** ..... p. 21-22

● **La parole à**

Bernard Lambert :  
pour les agriculteurs,  
la remise en cause des  
pratiques syndicales  
propos recueillis par **J. Lebot** p. 23

Alain Krivine :  
« Ne pas sous-estimer la force  
d'attraction de la démocratie  
bourgeoise »  
propos recueillis par  
**Cl. Deslhiat et L. Goldberg** .. p. 24

Marc Heurgon : « Le pouvoir  
était-il à prendre ? »  
Propos recueillis par  
**L. Goldberg et B. Ravenel** .. p. 25  
Le PSU, « comme un poisson  
dans l'eau »  
Débat avec **J. Arthuys,**  
**Y. Craipeau, P. Régnier** .. p. 27-28-29

● **Les armes de la critique**

Le printemps des livres .. p. 30-31  
Argentine :  
Boycottons la junte ..... p. 32

**Mai 78 ou la fête en juin**

Par **Michel MOUSEL**



Nous nous sommes, un instant, posés la question : fallait-il faire quelque chose pour le « 10<sup>e</sup> anniversaire » de mai 68 ? Et tout de suite, nous avons senti le côté dérisoire d'une commémoration. S'il y a un événement qui ne se prête pas aux anniversaires, c'est bien mai 68. Laissons à la bourgeoisie une conception morte de l'histoire, qui l'arrange et la rassure. Ne nous intéressons qu'à l'histoire vivante, dont nous sommes une partie, nous qui avons été trempés dans l'esprit révolutionnaire il y a dix ans et qui, depuis, avons cherché à lui faire prendre chair, en chaque lieu et en chaque situation.

Et puis, ce n'est pas parce que nous venons d'essuyer une défaite que nous devons adopter les rites des retraites aux flambeaux et jouer les anciens combattants de causes d'autant plus nobles que perdues. D'une certaine manière, le fait qu'on n'ait pratiquement pas parlé du P.S.U. dans les émissions télévisées sur mai 68 nous honore : voilà au moins qui nous épargne d'être mélangés aux pitoyables simagrées de ceux qui se voient dans le coup... après coup ; ou aux mines déconfités de ceux qui trouvent les masses trop lentes pour leurs appétits et les rejettent avec, dans le tas, le marxisme, la révolution et tout simplement le courage de lutter contre un pouvoir établi.

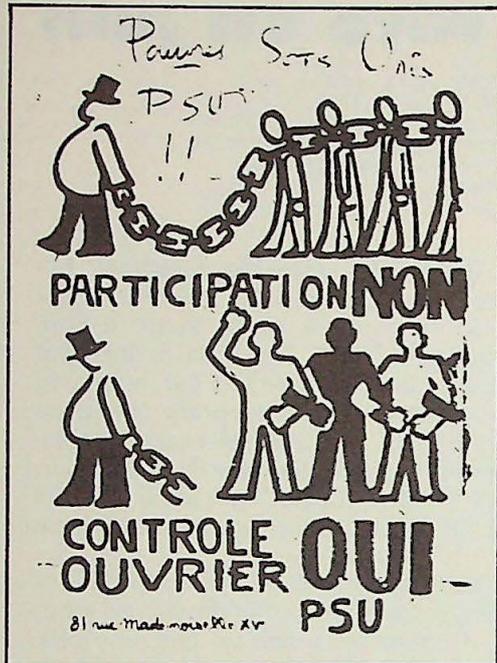
Tristes sires qui vous appropriez la politique, gens de droite passés à gauche sur la foi de sondages, gens de gauche philosophant à droite, et vous autres qui n'avez rien appris ni rien oublié, vous pouvez toujours ànonner quelques couplets fétides sur le joli mois de mai, ça nous est égal. Nous vous provoquons : nous, nous faisons la fête.

Oui, nous faisons la fête. Avec nos espoirs déçus. Avec la colère que nous inspirent les taux de chômage et les indices des prix. Avec le dégoût des expéditions néo-coloniales. Avec l'horreur des stades latino-américains. Mais aussi avec la volonté bien déterminée de construire entre nous des rapports tels qu'ils finiront bien par balayer le vieux monde fait de vos égoïsmes, de vos ambitions et de vos capitulations. La fête, la vraie, c'est bien encore ce qui nous place le mieux dans la continuité de 68. La politique et la poésie se rencontrent dans la rue, dans la fête, dans la révolution.

Non, tout n'est pas à recommencer. Les eaux souterraines, celles que l'on croyait parfois perdues, ressurgissent toujours quelque part. Renault 68, Renault 78. Le refus des pouvoirs et des hiérarchies, singulièrement dans le mouvement des femmes, et dans tous les mouvements sociaux. La volonté de maîtriser les conditions de l'existence quotidienne. Et le rejet d'une politique tronquée, extérieure, aliénante. Combien nous avons rencontré de scepticisme condescendant, lorsque nous disions cela : et maintenant, regardez autour de vous, chez vous. Personne n'y échappera.

Alors la fête, c'est aussi l'occasion d'une nouvelle étape dans ce changement de la politique sans lequel on ne changera rien du tout. Mais il ne faut pas la manquer. Si vous en avez assez des chemins qui mènent aux défaites, ne vous asseyez pas. Donnez-nous la main. Aujourd'hui pour danser. Demain pour construire une gauche différente pour une société différente. ■

## Mai-Juin 1968 : les Côté COUR et



## LIP : l'esprit de Mai

Roland Vittot, responsable CFDT, témoigne : "la lutte engagée en 1973 à Lip a sa source dans les slogans et les mots d'ordre découverts en 68".

### T.S. : Comment les travailleurs de Lip ont-ils vécu mai 68 ?

Roland VITTOT : Pour comprendre mai 68 à Lip, il faut évoquer les dix années qui ont précédé. Le personnel était calme, passif chaque fois qu'une grève était lancée, chaque fois que les sections syndicales impulsaient des actions sur les salaires, les classifications ou les primes de fin d'année. Ça ne mordait pas. Les grèves se terminaient en queue de poisson.

Les sections syndicales ont eu le mérite de ne pas abdiquer, de persévérer malgré l'absence de résultats. Au niveau de la C.F.D.T., nous avions 250 adhérents en 1960, mais seulement

Mai-Juin 68 : le courage qu'on découvrait chez soi et chez les autres aux moments les plus durs. La fraternité soudain montante. Le goût du dialogue, de l'auto-organisation. Le renouveau de la vie syndicale, des droits et des pouvoirs exercés par les travailleurs...

Ce ne fut pourtant pas un hasard si cette année-là il y eut neuf à dix millions de grévistes.

Face à un Etat fort qui tenait toute concertation pour négligeable, les plus exploités ou les plus sensibilisés avaient montré de nouvelles voies : celle de l'occupation de l'usine, comme ce fut le cas à la Rhodiaceta de Besançon ; celle du refus des disparités de salaires entre Paris et province (Dassault-Bordeaux et Chantiers navals de Saint-Nazaire) ; celle de la défense de l'emploi (les 15 000 mineurs lorrains) ; celle de mouvements prolongés contre des salaires dérisoires pour des conditions de travail très dures (dans la région de Caen à la Saviem, à la SMN, à Moulinex) ; celle des affrontements et de la résistance à la violence policière et patronale (Berliet, Saviem, toutes les usines de Redon). Des mots d'ordre contre la hiérarchie, pour l'allongement des congés apparaissaient.

### Un peuple se lève

C'est le mépris pour la classe ouvrière que, début mai, les étudiants firent vaciller en une semaine. Une brèche s'ouvrait après la fabuleuse nuit des barricades, après les énormes cortèges du 13 mai.

Qui déclencha cette vague spontanée d'occupations, de grèves, de séquestrations, d'assemblées générales, qui déferla alors dans toutes les entreprises ? Les journaux de l'époque situent le premier acte à Sud-Aviation-Bouguenais près de Nantes : séquestration d'un directeur, porte de l'usine soudée, subversion. Et puis, jour après jour : Renault-Cléon, Kléber-Colombes, Billancourt, Hispano-Suiza, etc., s'y mirent. Tout un peuple se leva peu à peu face à des patrons sidérés.

Pourtant, ces millions d'hommes et de femmes dont beaucoup criaient encore à la suite du discours du 24 mai : « De Gaulle, c'est foutu ! Le pouvoir est dans la rue ! » devinrent en une négociation-marathon, les vaincus de Grenelle. « L'heure n'est pas aux bavardages sur les transformations

30 fin 1967. La démobilisation était donc très forte.

Mai 68 arrive. Les travailleurs ont dit : « Il faut faire la grève ! Ça débraye partout ! Nous aussi ! » Nous, à la C.F.D.T., nous avons refusé ! Nous disions : « Il faut attendre un peu. Voilà dix ans qu'on essaye de lancer l'action et ça ne marche pas. Alors, il ne faut pas démarrer trop vite ! ». La section syndicale C.F.D.T. pendant un week-end a préparé une assemblée générale du personnel qui déciderait ou non de la grève.

On a présenté à l'assemblée générale le constat de nos discussions. Nous avons aussi proposé d'autres modalités de grève que celle du passé où seuls les militants et délégués agissaient, et avancé l'idée d'une grève active de tous, avec des commissions, une participation aux négociations.

Cette assemblée générale, le lundi matin, a eu lieu. Le patron était devant l'usine déjà prêt à discuter un protocole avec les délégués. On lui a dit : « Rentrez vite dans votre bureau ! On verra quand l'assemblée générale se sera prononcée ! ». L'as-

semblée générale dura deux heures et demi. Les revendications furent expliquées ainsi que les actions proposées. La grève fut votée massivement par les 1 200 salariés, dans l'enthousiasme.

### Une forte participation

Ça a fonctionné comme nous l'espérions : grève active, avec une forte participation du personnel. Nous avons obtenu un protocole intéressant sur lequel le personnel était d'accord. Mais nous avons poursuivi la grève car nous voulions absolument obtenir l'échelle mobile des salaires avec augmentation égale pour tous. Nous l'avons obtenue !

### T.S. : Selon toi, quels ont été les grands acquis de mai à l'intérieur de l'entreprise ?

R.V. : Les grands acquis de la grève furent surtout la prise en charge par les travailleurs, les discussions qui permettaient enfin de se connaître, de réfléchir sur les conditions

# luttons ouvrières côté jardin

profondes de la société », avait dit le 22 mai Georges Séguy (CGT) à André Jeanson (CFDT).

## Grenelle à la reprise

Pompidou comprit cette fissure des forces du mouvement ouvrier. Jouant le jeu avec la CGT, il proposa un constat, appelé après le 27 mai, les « accords de Grenelle ». Séguy fut conspué à Billancourt pour avoir signé un tel torchon de papier.

Mais sans perspectives d'alternative politique, le refus des accords de Grenelle exprimé par la base s'enlisa dans les négociations de branches. Les espoirs de tout changer se heurtèrent à l'inertie de l'appareil CGT essentiellement, au silence des partis de gauche gérant leur « presque-majorité » à l'Assemblée nationale. Le 30 mai, nous découvrîmes tous, en s'en gaussant parfois mais avec inquiétude, que la bourgeoisie, elle aussi, savait relever la tête. L'essence revint dans les moteurs en même temps que la peur de la révolution, que les flics dans les rues et bientôt dans les usines.

Certes, la résistance à la contre-offensive patronale et bureaucratique fut belle, mais peu à peu, le côté jardin des fleurs de mai fut quitté pour le côté cour des reprises partielles, des premiers débats électoraux, des remises en fonctionnement des vieux mécanismes sociaux et étatiques.

Les organisations syndicales, dans une ambiance de guerre civile appelèrent presque toutes à la reprise du travail. Le Mai des pavés, des barricades, des assemblées générales, de l'auto-organisation n'en finissait pas de s'émietter dans l'appel aux urnes. Ceux qui surent y résister en ont gardé d'héroïques souvenirs et l'impression d'avoir été floués. Ils y ont gagné aussi une solide expérience, de nouvelles manières de combattre le patronat et de s'organiser : ça et là, elles ont depuis dix ans refait surface.

C'est pour s'en inspirer, non pas pour se souvenir seulement mais pour analyser et espérer encore, que nous donnons la parole à certains d'entre eux : Lip, Renault-Flins, Peugeot-Sochaux, Hispano-Suiza.

Yves SPARFEL. ■

Lip : dix années marquées par la grande lutte de mai.



de travail et les salaires. En effet, à cette époque l'usine était assez cloisonnée : il y avait ceux de la mécanique, de l'horlogerie, les productifs et les improductifs.

Bien sûr, l'autre acquis fut la satisfaction des revendications sur les retraites, les salaires et l'échelle mobile. Mais un des principaux résultats reste à mon sens le droit de disposer de panneaux d'affichage : un panneau de quatre mètres sur deux et d'autres dans les ateliers !

Ce grand panneau dans l'entrée de l'entreprise servira après 68, car nous nous sommes astreints à y afficher une information claire et rapide à lire. Au fil des mois, les travailleurs prirent l'habitude de s'y informer ; plus même qu'au cours des assemblées générales trimestrielles que la direction avait fini par nous autoriser à tenir. Cet outil fut bien meilleur qu'un tract, qu'une prise de parole d'un délégué.

## T.S. : Comment réagissiez-vous à Lip à ce qui se passait dans le restant de la France, dans la région en particulier ?

R.V. : En tant que section syndicale d'entreprise, nous avons agi dans le cadre de l'union locale C.F.D.T. Nous avons eu de nombreux contacts avec les autres entreprises : Bourgeois, Kelton, etc. Cet échange permanent entre entreprises sous forme de débat, de renforcement de piquets de grève, d'organisation de soutien, fut une des forces de mai 68.

## La découverte du pouvoir

### T.S. : Quel rôle a eu mai 68 sur ce qui est advenu ensuite ?

R.V. : Aujourd'hui, les mass media ont enterré 68. Ils le caricaturent. Pour eux, tout est rentré dans l'ordre. Mais il reste quelque chose de mai 68. Les dix années qui viennent de s'écouler ont été marquées par cette grande lutte. A Lip, c'est à partir de mai 68 que la vie syndicale s'est développée de plus en plus ; c'est à partir de mai 68 que les luttes sur les salaires, les conditions de travail ont eu lieu dans un plus grand nombre d'ateliers, qu'une unité du personnel s'est peu à peu forgée. En 1970, lors d'une grève sur les salaires, nous avons bloqué le stock de montres pendant huit jours : ce culot, ce pouvoir, les travailleurs l'ont découvert en 68.

Le conflit de 1973 à Lip a donc été un enfant de mai 68 : la pratique de l'assemblée générale, l'auto-organisation, la discussion collective du rapport de force datent de ce moment. Ce fut le levier pour les années qui suivirent. Les travailleurs n'oublient pas. Leur combativité a sa source dans les slogans que nous avons découverts cette année-là.

### T.S. : Au-delà de ces découverts

tes « syndicales », comment revit dans votre lutte l'esprit de mai 68 ?

R.V. : Nous l'avons dit dans le dernier Lip-Unité : l'espérance demeure. Elle demeure pour « vivre, produire et travailler autrement ».

Longtemps, les slogans militants et syndicaux — qui expriment sur le fond les aspirations des travailleurs — ont mis en avant, de manière quasi exclusive, des revendications aussi essentielles que l'abaissement de l'âge de la retraite, la diminution de la durée du temps de travail, la baisse des cadences, l'amélioration des conditions de travail, etc. Depuis peu de temps d'autres aspirations apparaissent qui, loin de doubler les premières, les renforcent et les prolongent singulièrement. A travers elles, ce n'est plus seulement l'exigence d'un travail moins pénible, qui est revendiquée, mais, l'aspiration à un autre rapport au travail, à une vraie maîtrise sur lui, à une « intégration » harmonieuse du couple « vie-travail ». Certes, le système étant ce qu'il est, il nous faudra longtemps encore insister sur les premières revendications avant qu'elles soient définitivement satisfaites mais, sauf si l'on considère tout changement impossible — il convient d'intensifier les secondes pour qu'un jour enfin ! — « Vivre et travailler autrement » passe de l'aspiration insatisfaite à la réalité...

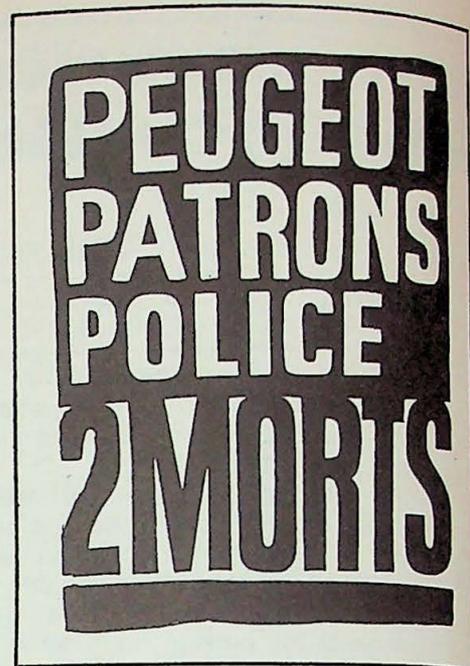
### Unifier l'homme

« Responsabiliser, unifier l'homme » c'est notre tâche. Pour y parvenir il faudra autre chose que de « simples replâtrages » : un changement profond de la société. Mais nous n'allons pas attendre les bras croisés « le grand soir autogestionnaire »...

Il n'y a donc pas de petits succès négligeables. Chacun d'eux a son importance. Nous devons tous contribuer à cette lutte individuellement et collectivement. « Chaque expérience même limitée en ces domaines enrichit la collectivité. Il faut avoir la force de les « vivre », le courage de les « dire » mais aussi de rêver.

Rêvons un peu. Pourquoi ne pas concevoir une usine animée par les travailleurs, rendus à leur responsabilité ? Une usine où l'on pourrait combiner le réalisme économique et le besoin d'épanouissement de la personne et du groupe ? Une usine où l'on pourrait — pendant le temps et sur les lieux de travail — vaquer à des occupations « culturelles » ? Est-ce si invraisemblable ? Ne pourrait-on pas « distraire deux à trois heures par semaine » à des activités de ce type ?

Le rêve ne tue pas, il féconde la vie... c'est l'absence de rêve qui fait de nous le plus souvent des morts-vivants. Alors pourquoi ne pas rêver qu'il est possible « de vivre et travailler autrement ! » ■



## Peugeot-Sochaux : 11 juin, la journée sanglante

Georges Minazzi est militant CGT, délégué au comité d'entreprise de Peugeot-Sochaux, membre du PSU. Dans un livre à paraître aux éditions Syros, il retrace son combat. Il a vécu Mai et Juin 68 dans cette énorme usine qu'est Peugeot (22.000 salariés).

Comme bien d'autres usines, malgré une direction de combat, Peugeot fut occupée. Après les accords de Grenelle, jugés insuffisants par l'assemblée générale et le comité de grève, l'occupation se poursuivit en particulier sur les salaires, le droit syndical et la réduction du temps de travail.

Refusant de céder sur tous ces points, la direction réussit malgré l'opposition des syndicats à organiser des consultations-bidon de travailleurs pour reprendre le travail. Désavouées par la majorité des ouvriers, elles n'empêchaient pas la grève de se poursuivre. Mais le 8 juin, la lutte s'essouffant, les syndicats acceptent d'organiser un vote à bulletins secrets pour ou contre la reprise. Par 49 voix de différence (2 664 pour, 2 615 contre) celle-ci est acceptée. Alors que la C.G.T. et F.O. décident de respecter cette décision, la C.F.D.T. et les ouvriers les plus actifs voudraient poursuivre la grève. Mais ils sont isolés.

Cela conduira aux événements que relate Georges Minazzi :

Le lundi 10 juin, la reprise du travail a lieu aux horaires habituels, mais cela ne va pas loin. Vers 8 h 30, le mécontentement qui couve surtout chez les jeunes se manifeste par un rassemblement à la carrosserie ; un cortège se forme et parcourt les ateliers. La reprise du travail permet des contacts entre les travailleurs qui, du fait de la grève, étaient dispersés un peu partout. L'amertume d'une reprise sans grand succès s'exprime rapidement chez les ouvriers et dès midi un meeting, place de la grève, rassemble un grand nombre de travailleurs. Dans l'après-midi, l'usine est à nouveau paralysée par la grève et les portières réoccupées. Pour la deuxième fois les gendarmes mobiles apparaissent à la portière du P.M.P. A 18 heures, une assemblée générale remet en place le comité de grève et y fait une place plus large aux travailleurs à côté des représentants des syndicats.

### Au matin : le paradoxe

Dès 2 h 30 du matin, des forces de police très importantes envahissent les usines et font la chasse aux piquets de grève. Des bagarres éclatent là où il y a opposition des travailleurs. La direction, qui espère réussir son coup de force, a combiné une double manœuvre : elle a obtenu les forces de répression pour chasser les piquets de grève ; elle a mis en route les cars pour amener les ouvriers « doubleurs », dès 4 h du matin, espérant ainsi neutraliser les grévistes et remettre au travail ceux qui le veulent.

Aussi, paradoxalement, ceux qui débarquent des cars pour travailler sont accueillis brutalement par les CRS qui les bousculent, les refoulent, si bien qu'ils s'opposent aux C.R.S. et les bagarres commencent à l'aube. Deux barricades sont dressées, l'une près de la brasserie de Sochaux et l'autre sous le passage sous-rail à Montbéliard. Les C.R.S. sont dans les cours d'usine, disposés en rangs de combat près de chaque portière, matraques et boucliers aux poings.

Dès le matin, les représentants des syndicats et des élus interviennent auprès des pouvoirs publics pour le retrait immédiat des forces de répression. Vers 7 h 30, un rassemblement de travailleurs a lieu en face de la brasserie de Sochaux avec l'objectif de se rendre à la sous-préfecture pour exiger le retrait des forces de répression.

Le groupe de départ grossit au fur et à mesure de la marche et houspille copieusement les C.R.S. dès qu'ils sont aperçus près des portières. Une heure après environ, une délégation est reçue par le sous-préfet qui donne visiblement l'impression d'être dépassé par les événements et incapable de la moindre décision : il est facile de se rendre compte que les ordres viennent de haut (...). Les travailleurs repartent alors en direction des usines pendant que la délégation essaie toujours d'obtenir du sous-préfet le retrait des C.R.S.

### Les flics tirent et tuent

A la hauteur de la porte de l'Ars, un affrontement violent se produit avec les C.R.S. Ceux-ci perdent tout contrôle et tirent à balles sur les ouvriers. C'est là que tombe Pierre Beylot mortellement blessé. Il a 24 ans, est marié et père d'une fillette de 2 ans... Il est environ 2 h. Henri Blanchet est blessé mortellement vers 18 h près de la gare de Montbéliard à la sortie de l'explosion d'une grenade.

Avec des accalmies, avec des reprises tout au long de la journée, des affrontements se produisent ici et là. L'éclatement des grenades lacrymogènes, le bruit des grenades offensives, tout cela crée dans Sochaux un climat de guerre. Partout des blessés aux jambes, plus d'une centaine d'autres doivent être soignés par les secouristes ou emmenés à l'hôpital. Dominant tout cela, le refus têtu, obstiné des pouvoirs publics, de la direction de Peugeot, de retirer les forces de répression.

Dans l'après-midi, les démarches se poursuivent toujours avec le même objectif : obtenir le départ des C.R.S. Vers 17 h une rencontre a lieu à l'inspection du travail entre les représentants des syndicats et un directeur général. Celui-ci accepte de faire retirer les forces de répression et deman-

de que l'usine ne soit pas réoccupée par les travailleurs en grève. Il accepte aussi la reprise des discussions.

### « Partez ! il y en a marre ! »

Finalement, c'est vers 19 h que le repli des C.R.S. s'amorce lentement au milieu d'une foule nombreuse, en colère. Il reste cependant encore des cars en stationnement autour du cercle hôtel Peugeot qui, depuis le matin sert de poste de commandement. Le cercle hôtel ! C'est donc là que va se terminer cette journée tragique. Un peu avant que des manifestants n'arrivent, trois militants pénètrent dans le cercle pour dire aux gradés présents : « partez ! Il y en a marre ! » Les représentants de la direction, présents eux aussi, ne savent plus très bien comment faire face à la situation. Des C.R.S. sont postés dans la cour près des camions, des cailloux volent, des grenades éclatent et, de nouveau, c'est l'affrontement. Les efforts de quelques militants, avec lesquels je me trouve, pour calmer les esprits sont impuissants ; subitement les cars de C.R.S. démarrent ; cette fois, « ils partent » tous...

Les portes vitrées de l'entrée du cercle hôtel volent en éclats sous une volée de pierres et un groupe de manifestants pénètre à l'intérieur. Il est 21 heures, la nuit tombe, la fureur s'exprime brutalement, tables et bouteilles sont renversées, brisées... comme une vengeance qui se tourne contre ce lieu d'où la répression était

dirigée. Il n'y a plus rien à dire... La journée du 11 juin se termine...

### Les « lampistes » paient

Les juges qui, huit mois plus tard examineront le cas de quatre ou cinq ouvriers repérés dans l'affaire du cercle hôtel ne sont plus dans l'ambiance du 11 juin. Ils jugeront en dehors de tout le contexte, en dehors des événements et, une fois de plus, les « lampistes » vont payer.

Dans la journée du 12 juin, l'usine reste fermée sans occupation. Les contacts reprennent entre syndicats et direction. Ils aboutissent à l'établissement d'un ordre du jour pour reprendre les discussions, dès le 13 juin. Elles se prolongeront jusqu'au 15. Le 13 juin a lieu l'enterrement de Pierre Beylot à Montbéliard. Foule innombrable, les métallos sont là, accusateurs, muets, devant le cercueil.

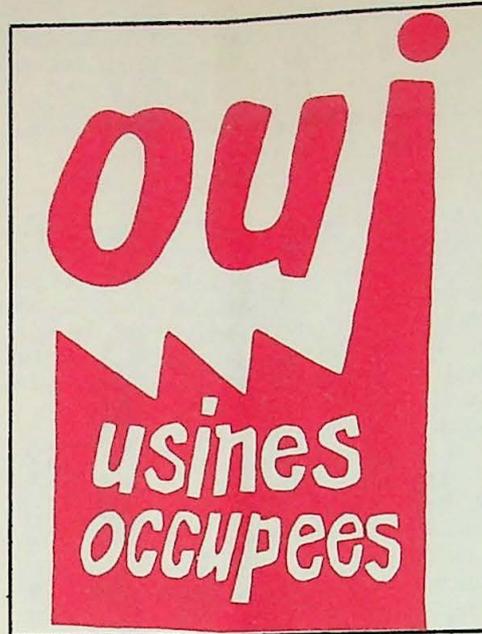
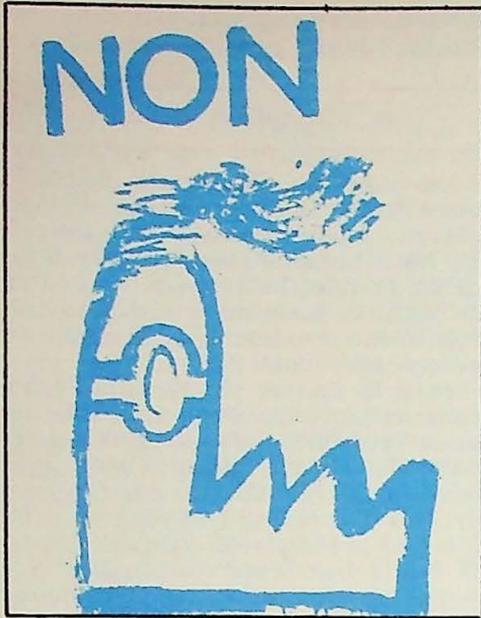
Le travail reprendra à Sochaux Peugeot le 20 juin (après un nouveau vote, les syndicats ayant arraché à Peugeot la satisfaction des revendications). Mais s'il y eut 15 381 pour la reprise, 2 683 se prononcèrent contre. Ultime hommage à leurs camarades assassinés, les ouvriers rentrèrent en défilé dans l'usine de la place de la grève à la porte P. Beylot.

Georges MINAZZI ■

« En marche » - 1950 - 1978. Les luttes de la classe ouvrière de Peugeot - Sochaux - L'itinéraire d'un militant - G. Minazzi - Ed. Syros - 18 F (A paraître).

Sochaux-Montbéliard : une victoire militaire chèrement payée.





## Renault-Flins : Un mythe ?

Les jeunes, à l'intérieur de l'usine, ont participé largement à l'extension de la grève. L'extrême gauche a eu un rôle positif. Mais on a trop souvent présenté les travailleurs de Renault-Flins comme des révolutionnaires conscients. Un militant CFDT s'en explique.

**T.S. : Ce qui s'est passé à Renault-Flins fut un symbole de mai 68. Qu'en penses-tu avec un recul de dix ans ?**

Paul R. : Le recul n'a pas fait changer beaucoup de choses. On s'est aperçu que l'intérêt porté par les journalistes de gauche et d'extrême gauche à la situation de Flins montrait qu'un mythe se créait. Il a été pris en compte très largement par l'extrême gauche. Dans une partie de l'opinion publique, cela a faussé toute la perception que l'on pouvait avoir de l'extérieur de la situation réelle à Flins. Il y a dix ans, nous l'avions senti tout de suite. Il y a des changements par rapport à mai 68, mais d'un autre ordre.

**T.S. : Qu'est-ce qui constituait le mythe ?**

P.R. : Le mythe était qu'on présentait les travailleurs de Flins comme des révolutionnaires conscients. Ils ne l'étaient absolument pas. L'exemple qu'on cite souvent pour le prouver est le suivant : des délégués C.F.D.T. s'étaient jetés à corps perdu dans la grève pendant un mois et demi, mais, dès le mois de septembre, voyant les heures supplémentaires effectuées par des grévistes militants, actifs dans le piquet de grève, ils étaient outrés. Nous, nous n'étions pas surpris car

pour une grande majorité des travailleurs de Flins, la conscience politique de l'importance de leur lutte n'était pas acquise. Les syndicats se rendaient bien compte de cette contradiction, indépendamment des divergences sur la conduite de la lutte, sur la dé-

Recherche de noyés :  
le lycéen Gilles Tautin y est resté...



**Il ne s'agissait pas  
de révolution**

Les travailleurs de Flins s'étaient mis en grève pour obtenir de la direction qu'elle lâche sur des revendications. Ils ne s'étaient absolument pas mis en grève pour construire une société nouvelle, pour faire une révolution et y participer. Il y a eu effectivement un certain nombre de jeunes qui ont eu une participation très active à la diffusion de la grève, dans la première décennie de l'occupation de l'usine. Mais de là à faire des travailleurs de Flins des révolutionnaires, il y a un pas à ne pas franchir. Il y a même eu par la suite des militants C.F.D.T. qui ont décroché de l'action syndicale ; et pourtant, ils avaient joué un rôle très important en mai 68.

**T.S. : Dans la crise de Flins, il y avait tout de même des éléments nouveaux, une certaine libération par rapport à ce que les travailleurs vivaient antérieurement ? Y a-t-il eu une rupture ?**

P.R. : Oui, on l'a constaté pour certains travailleurs. Ainsi le jour de la grève, un chef d'équipe qui n'avait jamais fait grève auparavant a dit : « Ah ! enfin une vraie grève ! Ça y est ! » Il y a indubitablement eu une nouveauté dans le type de débrayage ; les gens se sont libérés, défoulés. Ils ont occupé, tenu les piquets de grève sans aucun complexe vis-à-vis de la direction. On traitait d'égal à égal. Je me rappelle que l'équipe des gens de l'entretien qui avait occupé le bâtiment de la direction jouait aux cartes, etc. tandis que les directeurs se pointaient. Il y a un contenu de l'événement qui était sans commune mesure avec les petits débrayages que nous connaissions habituellement.

Le contenu révolutionnaire de cette occupation était plaqué de l'extérieur par les militants d'extrême gauche qui y intervenaient.

**Pour les syndicats,  
des leçons importantes**

**T.S. : Si nous devons revivre mai 68, ou une échéance de ce type, est-ce que la C.F.D.T. prendrait les mêmes décisions que celles prises lors des événements eux-mêmes ?**

P.R. : Certainement pas ; si mai 68 a, malgré tout, peu modifié le comportement de la quasi-totalité des travailleurs (un grand nombre d'entre eux ont vite oublié l'événement excep-

tionnel qu'ils venaient de vivre), les syndicats en ont, eux, tiré des leçons importantes.

Une des leçons que je reconnais avoir reçu de manière très positive, c'est la façon dont un groupe d'extrême gauche se permettait de conduire et son action ouvrière et sa réflexion politique, jour après jour. Je pense que si nous avons tenté de faire dans l'organisation syndicale un certain nombre de réunions, il nous a été quasiment impossible de coller à l'événement, d'y imposer une réflexion collective à chaque stade de l'évolution de la situation. Tout devrait être fait dans une situation semblable pour que cette réflexion politique régulière, voire quotidienne, puisse avoir lieu en y associant non seulement les militants syndicaux mais aussi le maximum de travailleurs.

Nous ne voudrions donc pas, en cas de situation semblable à mai 68, passer à côté des richesses que le mouvement contenait.

---

### Un attentisme qui fut une erreur

---

**T.S. :** Il y a eu deux échéances importantes : celle où la direction a lancé une tentative de vote sur la reprise, que les organisations syndicales ont refusé de manière passive (ce sont les travailleurs qui ont réagi spontanément contre ce vote)...

P.R. : Pour ce cas, l'attitude de l'extrême gauche a été très positive. C'est elle qui a animé le sabotage du scrutin déjà commencé en forçant les portes des salles où il y avait les urnes. La C.F.D.T. avait encore des complexes vis-à-vis de la C.G.T. et nous avions relativement adhéré à sa manière de mener une grève bien sage, de refuser le contact avec les étudiants. Notre attentisme, ce jour-là, tandis que nous essayions de faire un meeting devant l'usine, tandis que le bureau de vote était à deux cents mètres de là, dans un bâtiment annexe de la direction, fut une erreur, nous ne la recommencerions pas.

Heureusement, nous sommes retombés sur nos pieds.

**T.S. :** Etait-il possible de prendre des dispositions face à la deuxième échéance ? A l'intervention de la police ? D'autre part, lors de la succession des meetings de protestation qui ont eu lieu hors de l'usine par la suite, et puis le jour où 400 ouvriers ont repris l'usine, n'était-il pas possible de proposer de réoccuper l'usine ? Il semble bien y avoir eu un

**accord tacite entre la direction et les grands syndicats pour fermer l'usine, à condition que les forces de police s'en aillent.**

P.R. : Cette phase fut trouble. Les affrontements qui eurent lieu pendant deux jours, avec notamment la chasse aux jeunes menée par les flics dans un rayon de cinq à six kilomètres autour de Flins, qui conduisit à la mort de Gilles Tautin, nous avaient quand même impressionné. La volonté de reconquérir l'usine était essentiellement le fait des nombreux étudiants rassemblés autour de Flins. Les travailleurs, eux, souhaitaient l'ouverture de négociations.

Il est certain que cela créait une situation de faiblesse. Mais comme l'ensemble des autres usines restaient occupées, et que nous avions empêché l'intervention policière à Cléon par une manifestation à Paris, nous

**tie syndicale ou en d'autres domaines ?**

P.R. : La différence entre la période qui a précédé et celle qui a suivi la grève, c'est la confiance accrue dans les organisations syndicales. Celles-ci avaient arraché des résultats importants lors des négociations. Pendant plusieurs années, nos effectifs d'adhérents se sont gonflés.

Mais surtout, les travailleurs se sont désormais sentis plus libres de revendiquer, de manifester, de se comporter de façon critique. Pour être clair, disons qu'avant 1968 la peur de l'encadrement était forte. Pour parler à un délégué du personnel, on donnait des rendez-vous clandestins aux délégués pour se plaindre de telle ou telle chose, sans vouloir d'ailleurs que le syndicat en parle par peur des répercussions.

C'est cet aspect qui, je crois, a le plus marqué les travailleurs. L'événement

Scène de chasse en Yvelines.



n'étions pas isolés et avions des raisons d'espérer. Seul Flins avait cédé mais nous ne croyions pas que la grève était foutue parce que la direction avait créé un *no-man's land*, fait partir la police, alors qu'elle ne faisait pas rentrer de briseurs de grève. Ce n'était pas un échec complet.

Aujourd'hui, avec le recul et la réflexion menée depuis, je pense qu'il aurait été possible avec l'appui d'autres usines de mettre la direction au pas et empêcher l'envahissement par la police au milieu de la nuit. Nous ne pensions pas que la direction agirait ainsi. Elle l'a fait. Nous avons été surpris.

Une résistance pour maintenir l'occupation aurait été rejetée par la C.G.T. pour éviter la violence. Mais ce fut une erreur de ne pas y avoir pensé et de ne pas l'avoir dit.

---

### Une libération individuelle et collective

---

**T.S. :** En quoi mai 68 a-t-il marqué les travailleurs de Flins aussi bien en ce qui concerne les revendications, que le contenu de la démocra-

ment fut donc vécu comme une libération individuelle et collective dans l'usine.

Pour la C.F.D.T. en particulier, nous avons vécu sur le mythe : réoccupation de l'usine pendant encore deux ou trois ans, espérant que les travailleurs finiraient par se fâcher. Dix ans après, ça fait sourire.

En ce qui concerne les revendications, le syndicat a cessé de se considérer extérieur aux ouvriers. Il a eu la volonté de les faire participer beaucoup plus aux décisions. Il y a eu un grand progrès de la démocratie dans la vie du syndicat. Des non-adhérents à l'organisation pouvaient faire entendre leurs revendications. Cela signifie un changement profond et durable.

Bien sûr, la situation a changé avec l'arrivée de milliers d'immigrés. Les comparaisons entre le milieu pratiquement uniquement français que nous connaissions en 68 et celui d'aujourd'hui (45 % d'immigrés) sont donc difficiles. Mais il y a eu des acquis chez les travailleurs : ils sont mieux préparés à se battre qu'auparavant.

Propos recueillis par  
Daniel JUGE ■

## Vivre autrement, et tout de suite

Les militants PSU de l'usine Hispano-Suiza de Bois-Colombes participèrent activement aux "événements". Co-auteurs du livre "Ouvriers face aux appareils" (paru chez Maspero), ils livrent ici, dix ans après, leur réflexion.

Bien des idées soulevées et débattues pendant ces semaines de 1968 restent actuelles et cheminent par maintes voies et à tous les niveaux. « Rien ne sera plus comme avant »... C'est vrai et faux à la fois. Les conditions d'exploitation des salariés dans bien des domaines se sont accrues et les conditions de vie détériorées.

L'absorption, puis le détournement par le système de bien des slogans et des idées lancées lors du chambardement ont montré d'une façon surprenante les capacités de récupération de la société capitaliste. Plus généralement l'absence permanente de perspectives crédibles offertes par la gauche, et l'intégration des partis ouvriers aux mécanismes du système sont des facteurs de découragement.

Le langage « de bois » des responsables politiques sans prise directe sur le cours nouveau des événements est de moins en moins bien perçu par les jeunes. Le sentiment d'avoir été une fois de plus abandonnés, sinon trahis, par la gauche lors des dernières élections ajoute à la morosité ambiante.

Par ailleurs mai-juin 68 a permis au capitalisme de renforcer son propre système. Les patrons ont affirmé leur attitude et exercent leur exploitation d'une façon encore plus éhontée et efficace. Mais, qu'il y ait eu explosion ou pas, en 1968, l'évolution de la société a suivi son cours avec sa propre logique. Pour la moyenne des classes sociales, les conditions matérielles se sont améliorées ; celles qui concernent le cadre du travail et l'existence se sont détériorées. L'homme d'aujourd'hui devient un être constamment télécommandé et assisté, dépendant d'organismes complexes qu'il comprend de moins en moins (crédit, banques, surveillance, contrôle administratif, ordinateur, etc.).

Nous vivons ainsi une société de plus en plus inhumaine qui secrète par tous ses pores l'injustice, la violence et l'absurdité. De plus l'image des états « socialistes », agissant en repoussoir, contribue également à l'acceptation partielle du système. Les partis de gauche, incapables de mener ne serait-ce qu'un « combat » électoral vers un débouché sinon victorieux tout

au moins mobilisateur continue par leur fonction de « muscle antagoniste » à conforter le régime. L'essentiel du potentiel militant des partis-patries, leurs richesses humaines et financières continuent à être galvaudés et détournés par les directions dans un investissement quasi-exclusif pour le développement et la défense agressive de L'ORGANISATION.

Ainsi, du côté des pouvoirs en place et des organisations constituées, rien n'a changé fondamentalement. Leurs structures sont de plus en plus étrangères aux événements alors que l'une des idées maîtresses du mouvement de 1968 visait la conception traditionnellement hiérarchique et pyramidale des organisations.

### Réconcilier l'acte et l'idée

Mais une explosion de l'imagination a pourtant contribué à un certain abandon des vieilles habitudes de pensée et à la rupture avec l'esprit de soumission à la hiérarchie. Elle a permis dans une certaine mesure la prise de conscience en ce qui concerne la reconnaissance de l'autre et la nécessité de construire des rapports nouveaux dans les groupes, au travail, dans la famille.

Les groupes écologiques et plus encore la sensibilité écologique générale au-delà de toutes les tentatives de récupération, de divisions ou des luttes de coterie, incarne plus que tout autre mouvement une des idées essentielles de 1968 : *Vivre autrement et tout de suite*. En finir avec le décalage entre l'idée et l'acte, avec le hiatus entre la « philosophie » et la pratique en faisant entrer ce *vivre autrement* dans la quotidienneté de la vie et immédiatement est également le désir diffus des nouvelles générations.

C'est un des aspects qui marque le décalage toujours plus net entre la société institutionnelle, fut-elle représentée par les appareils de gauche, et la « société civile ».

La « société civile » s'incarne dans une partie de la jeunesse, une partie des chômeurs, une presse marginale, les radios pirates, des comités de défense de locataires, des groupes écologiques, des associations coopératives

sans but lucratif, des communautés urbaines ou agricoles, des groupes divers qui s'autogèrent ne serait-ce que provisoirement au moment des vacances ou dans un objectif culturel, artistique.

A quoi il faut ajouter, les collectivités de travailleurs de 150 à 200 entreprises qui tentent chaque année de s'autogérer en partie, soit en démocratisant l'organisation de leur lutte, soit en reprenant à leur compte la production et la vente. Nous n'oublierons pas non plus certaines formes de démocratie directe que peuvent se donner les mouvements dits nationaux tels que Corses, Bretons, Occitans.

### Une énorme bulle

Si l'autogestion socialiste est présente en filigrane dans tous ces mouvements, elle en est aussi l'expression accomplie, c'est-à-dire la seule voie et le seul débouché possibles. L'autogestion, thème porté autrefois par le courant anarchiste, a éclaté à la surface de la marée de 1968 comme une énorme bulle en éclaboussant tout le monde.

Les grands corps morts des partis de gauche sont actuellement secoués par une crise sérieuse. Leur inadaptation totale à la réalité sociale et leur incapacité notoire à répondre sagement à la critique interne laissent augurer pour l'avenir une crise déterminante pour les appareils.

D'ailleurs la seule possibilité de voir quelque chose bouger dans la gauche, c'est que des rapports transversaux et horizontaux se multiplient à travers les parois jusqu'alors blindées des appareils politiques. Le socialisme écologique et le mouvement écologique restés trop longtemps indifférents l'un à l'autre se rapprochent et mènent des actions en commun. Nous devons tout faire pour favoriser ces liaisons et aider au décloisonnement stérilisant.

On peut découvrir à travers un problème tous les autres à condition d'être cohérent et débarrassé de la ferveur organisationnelle et des théories « pré-fabriquées ».

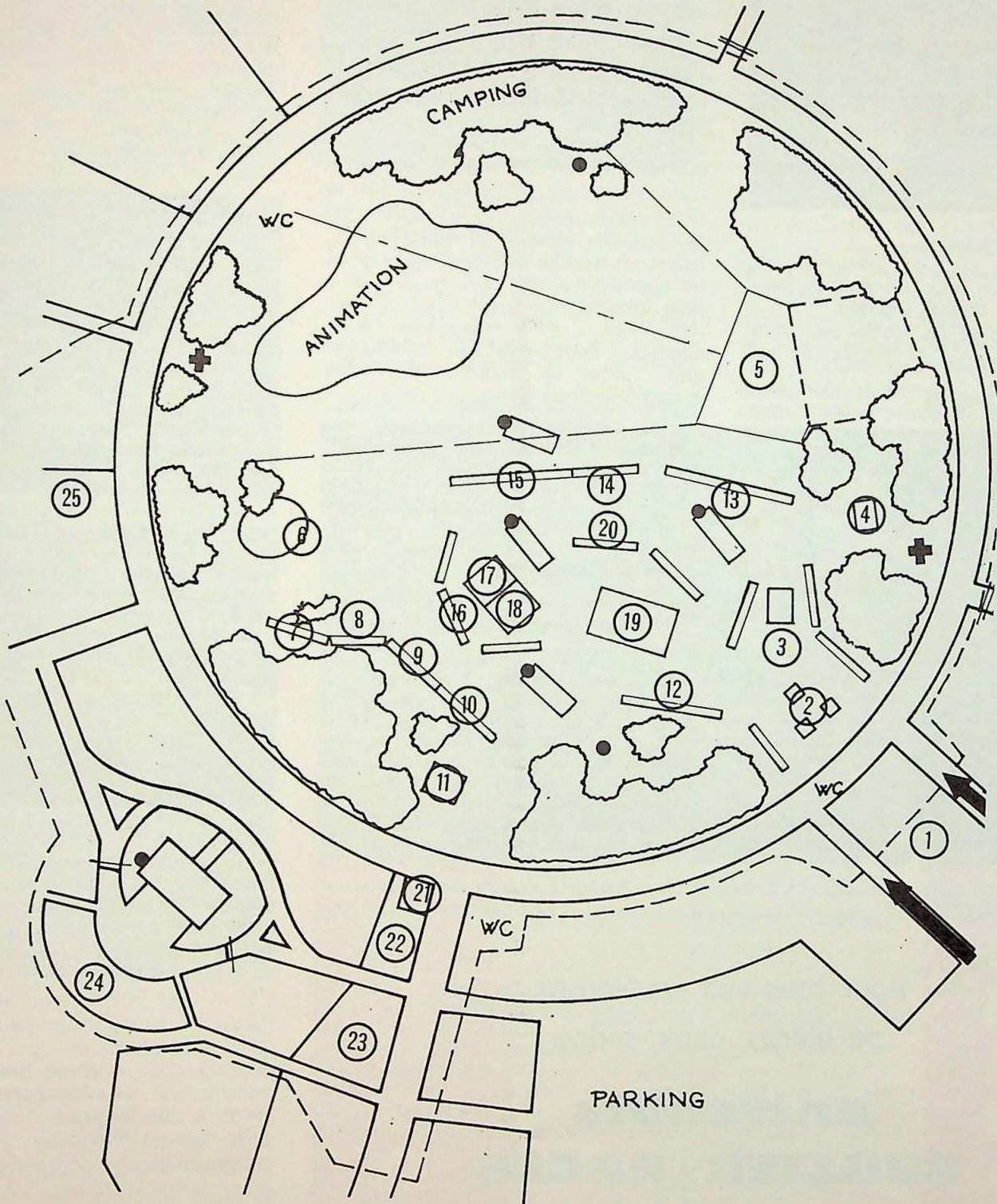
D'autres explosions sociales auront lieu qui n'attendront pas quinze ans, aux formes imprévues et inattendues (même et surtout des Renseignements généraux). Leurs principaux objets ou détonateurs seront le chômage et la pollution, et les acteurs en seront des mouvements larges et non des partis.

Face aux catastrophes qui se profilent, l'unité d'action qui sera nécessaire se préparera sans doute dans la multiplicité des expériences, la recherche collective, leur solidarité face au système. Cette variété est une antidote contre une bureaucratie toujours prête à jeter son manteau sur tout corps social en mouvement.

**P.S.U. - Hispano-Suiza**

L'intégralité de l'analyse des militants P.S.U. d'Hispano-Suiza paraîtra dans le n° 12 de Lutte (le journal du secteur entreprise du P.S.U.).

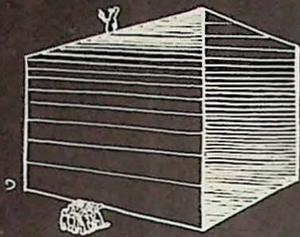
# FETE DU PSU



1. Entrées. 2. Accueil - Presse. 3. Stands Amérique latine. 4. Podium Amérique latine. 5. Grand podium. 6. Grand chapeau. 7. Soldats. 8. Immigrés. 9. Organisations politiques. 10. Femmes. 11. Podium des régions. 12. Revues, publications. 13. Espace « International ». 14. Stands Santé - Justice. 15. Stands « Ecologie ». 16. Stands des éditeurs. 17. Stand Syros. 18. Consigne. 19. Stand central du P.S.U. 20. Stand P.S.U. - Entreprises. 21. Pompiers. 22. Service de sécurité. 23. Camping P.S.U. 24. Théâtre de verdure. 25. Animation enfants. ● Restaurants.

# SAMEDI 10 JUIN

## GRAND PODIUM



● 14 h : **Strychnine**

On démarre sur les chapeaux de roues avec du rock, du dur, du bon.

● 15 h 30 : **Michel Ripoché**

Un violoniste et un violon pas comme les autres : qui jasse et qui swingue.

● 17 h : **Djurdjura**

Elles sont trois : Djouhra, Fatima et Malha. Elles sont kabyles et chantent leur propre parole, leur propre musique. Le nom qu'elles se sont choisies : Djurdjura, est celui d'un massif montagneux de leur pays. Du folklore ? Pas tout à fait : l'exil (elles sont arrivées très jeunes en France) engendre parfois le renouveau d'une culture populaire combattue, niée sur place, par le colonialisme. Ni réquisitoire, ni profession de foi, le chant très beau de Djurdjura est celui d'une société en mutation difficile, souvent douloureuse. Après un spectacle donné à Orly, des femmes immigrées ont dit aux trois jeunes filles : « Ce n'est pas de la chanson. Vous avez fait tomber un mur. Toutes les femmes à travers vous s'expriment. »

● 18 h 30 : **Bill Keith et Jim Collier**  
Folk américain. Banjo en rafales, en cascades.

● 20 h : **Alain Bert**

De la chanson musclée, qui va droit au cœur, ou à l'estomac.

● 21 h 30 : **Malicorne**

Une façon unique de jouer et chanter — aujourd'hui — la musique traditionnelle française.

● 23 h 30 : **Compagnie Bernard Lubat**

Quelque chose comme du free-jazz par une bande de dingues inclassables : à eux seuls tout un programme, tout un spectacle.



Publicité

Pour tous vos problèmes  
de bières, eaux, sodas

**Entrepôts  
GUILLIER - PAGÈS**

139, boulevard National — 92 Rueil-Malmaison  
Téléphone 967.12.43

## THEATRE DE VERDURE



● 15 h : **Castelhemis**

De l'écologie, de l'antimilitarisme, de l'humour : un groupe français qui ne mâche pas ses mots, qui fait dans le solide à la guitare et au piano.

● 16 h 30 : **Jean Sommer**

« Le blues du chien », « Y'a un bistrot »... De la chanson tendre, réaliste, avec toute la gouaille des rues de Gennevilliers.

● 18 h 30 : **Michèle Bernard**

Poésie, politique et accordéon.

● 19 h 30 : **Mahjun**

Jazz, disco, bourrée, tango... Un groupe français dégagé de l'ornière du rock anglo-saxon.

● 21 h : **Le Lutrin**

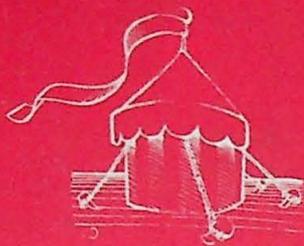
Musique dite « classique » : Bach, Vivaldi, Haendel...

Et pourquoi pas ?

● 22 h 30 : **Franck Wright et le Trio Arvanitas**

Mélange détonant : free jazz et jazz classique.

## GRAND CHAPITEAU



● 14 h 30 : **René Werneer et l'Habit de Plumes**

Un violon endiablé... Musique traditionnelle française et pop actuel.

● 16 h : **Chris Mac Gregor**

Jazz et piano.

● 17 h 30 : **Jacques Bertin**

Bertin chanteur. Bertin « auteur-compositeur-interpète ». Bertin au coin de la rue. Bertin ouvrier du verbe. Bertin-Lip, Bertin-Chili. Bertin sur la corde raide. Bertin cafard. Bertin chercheur d'or. Bertin blessé, Bertin vivant... Et journaliste, et syndicaliste aussi.



● 18 h : **Théâtre Emporté**

Le masque, le rire, l'improvisation. Six comédiens, un sculpteur, un administrateur, réunis en coopérative ouvrière pour jouer « l'alchimiste ». Les alchimistes aujourd'hui se sont ceux qui nous font prendre des vessies pour des lanternes, et trouvent leur bonheur dans le portefeuille ou le rêve des autres.

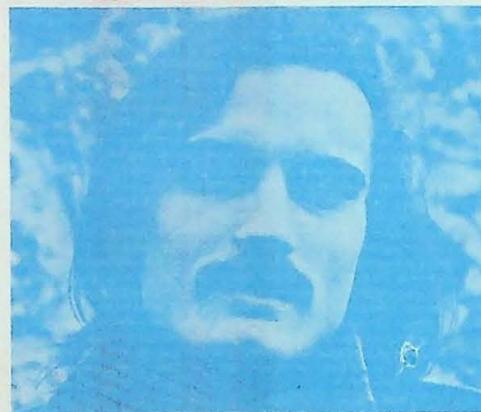
● 20 h 30 : **Alain Meilland et Paul Castanier**

Meilland chante Aragon, Rimbaud, Vian... et lui-même. Popaul, qui a travaillé des années avec Ferré, est au piano.



● 22 h : **Font et Val**

Patrick Font a un goût prononcé pour le sarcasme, la charge triviale, la provocation efficace. Philippe Val est de ces gens qui ne disent pas : « **Merci mon Dieu de m'avoir fait gras, pas pauvre et bien portant** »... Si vous lisez Charlie-Hebdo, vous ne



serez pas dépaysé par ces bouts de sketches et ces chansonnettes.

## PODIUM AMERIQUE LATINE



● 15 h : **Ada et Oscar Matus**

Le « **nuevo cancionero** » de l'Argentine. Oscar : voix rude, sans fioritures, et sa fille Ada : pureté, chaleur, émotion ; ils témoignent.

● 16 h 30 : **Higinio Mena**

A l'heure du Mondial, l'Argentine d'hier et d'aujourd'hui.

● 18 h : **Groupe Hector Pavez**

Chili : pays des tremblements de terre, des massacres, des tortures. Chili : large bande de terre fertile, aujourd'hui plongée dans le cauchemar fasciste. Par la chanson et la danse, le groupe restitue ce Chili-là, de la nuit et de l'espoir.

● 20 h : **Daniel Viglietti**

Le chant profond, les rythmes de l'Uruguay.

● 22 h : **Bal Latino-Américain**

avec **Teca et Ricardo**. « **Trabajo, no ! Samba, si** ». Tout le Brésil à La Courneuve !

V  
A  
C  
A  
N  
C  
E  
S

A PIED dans le Parc National  
des Cévennes  
A VELO sur le plateau ardéchois  
A CHEVAL en Haute Ardèche  
ou à Manosque  
AVEC UN ANE  
dans les Cévennes

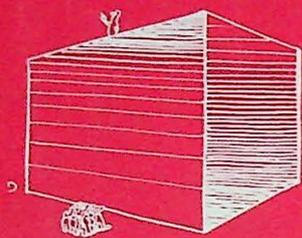
ET AUSSI  
Algérie, Yougoslavie, Grèce,  
Autriche,  
Turquie, Mexique,  
Asie du Sud-Est,  
... Corse !

E  
N  
F  
R  
A  
N  
C  
E

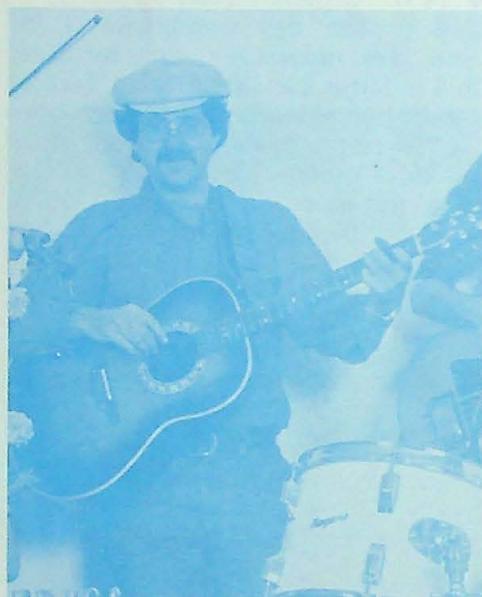
PROGRAMME D'ETE SUR DEMANDE  
ARVEL : 12 A, boulevard des Brotteaux  
69006 LYON - Tél. : (78) 52-56-48

## dimanche 11 juin

### GRAND PODIUM



- 13 h : **Senthaclos**  
Pop tous azimuts.
- 14 h 30 : **Roger Mason et les Touristes**  
La musique Cajun, le « blues » des

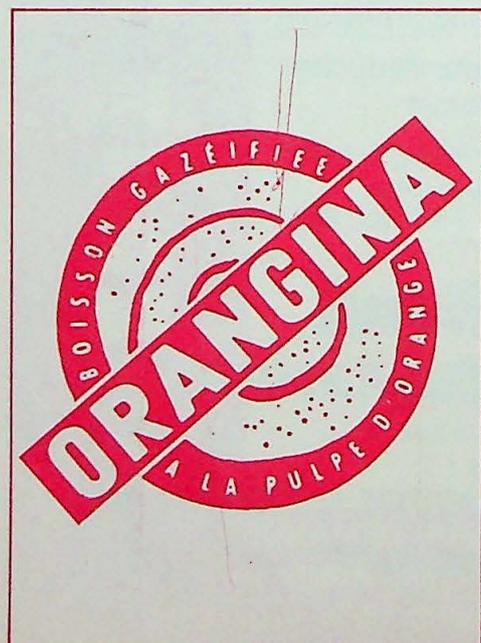


Français de Louisiane. Et quelques ritournelles du Poitou.

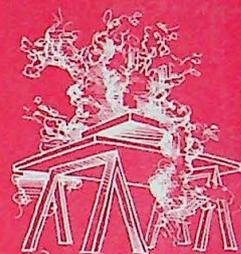
- 16 h : **Chobo**  
Chants et musique de Hongrie.
- 17 h 30 : **Grands ballets d'Afrique noire**  
Tambours, balafons, masques, vertiges...
- 20 h : **Mama Béa**  
Un chant qui est un cri, venu de loin, de la brousse du cœur et du ventre. Enchâssés dans des rythmes d'acier.
- 22 h : **Claude Nougaro**  
Une voix voilée, un punch de boxeur. Jazz et samba, avec l'accent de Toulouse.



(Publicité)

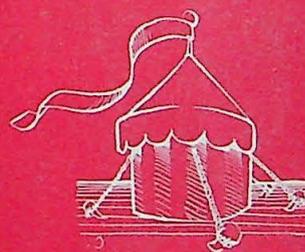


### THEATRE DE VERDURE



- 14 h : **Etron fou**  
Rock, décadence... N'importe quoi, pourvu que ça chauffe !
- 15 h 30 : **Henri Texier**  
Oud et contre-basse. Jazz et musiques traditionnelles d'Afrique, de l'Inde, du Maghreb. Thèmes celtiques. Un univers musical unique.
- 17 h : **Trio Narada**  
Vielle à roue, saxo soprano, tablas : une grande dérive de sons, de rythmes, de couleurs, de climats. A partir de ses nombreux instruments, le trio propose à tous ceux que leur voyage intéresse de participer à leurs ateliers musicaux.
- 18 h 30 : **Michel Hindenoche**  
Du traditionnel, du folk avec des instruments pas banals : guimbarde, épinette des Vosges...
- 20 h : **François Jeanneau**  
Un saxophoniste qui allie maîtrise technique et lyrisme. Du jazz, et du meilleur.

### GRAND CHAPITEAU



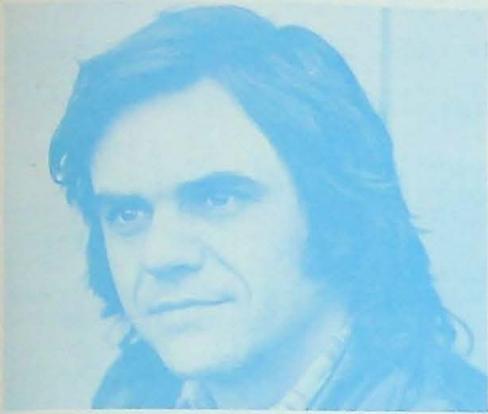
- 15 h 30 : **France Léa**  
Un pantalon à bretelle, un cœur gros



comme ça, et des histoires toute en finesse qui passent du coq à l'âne : la vie des femmes, la vie qu'on vit, Dieu, le boulot, les H.L.M., les Carabars...

● 16 h 30 : **Jean-Yves Luley**

Un chanteur qui garde de son passage au théâtre l'amour du gestuel. Ses mains et son visage sont des instruments au même titre que sa guitare.



● 17 h 30 : **Guy Bedos**

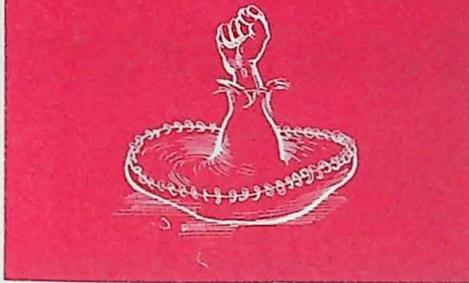
C'est-y de la politique ? C'est-y de l'humour ? C'est-y du soliloque ou du spectacle ? On ne sait plus trop bien. On ne sait même pas ce qu'il nous réserve pour ce coup-là...



● 18 h 30 : **Théâtre Agit**

« **Un seul cri : vive le sport** ». Une pièce marrante et corrosive sur les rapports avec l'argent et la politique... Pas superflu à l'heure du « Mondial ».

**PODIUM AMERIQUE LATINE**



● 14 h : « **Yes, Tenemos Bananas** » Des Chiliens et des Brésiliens qui ont monté une troupe de théâtre très « engagée ».

● 16 h : **Marcos Velasquez**

Il suffit d'une guitare pour que Marcos donne vie à la musique et à la poésie de son peuple : l'Uruguay ; de son continent déchiré : l'Amérique latine.

● 17 h 30 : **Karaxu**

Le chant nouveau, le chant profond du Chili sous la botte.

● 18 h 30 : **Tiempo Argentino**

Depuis le 24 mars 1976, depuis le coup de force de Videla, l'immigration et la répression ont vidé petit à petit l'Argentine de sa musique, de son âme. Parmi les artistes qui sont partis, forcés à l'exil, les musiciens du groupe Tiempo Argentino. Dans leurs bagages, ils ont amené le tango... Non pas produit d'exportation, pacotille à échanger, mais expression vitale de tout un peuple. Nestor Gabetta, le chanteur du groupe, déclare : « **Le meilleur service que notre musique puisse rendre à notre pays, c'est de se faire une place n'importe où par ses propres moyens.** Dans le mouvement d'opinion que soulève, aujourd'hui, la situation en Argentine, la musique fait son travail. »

**ANIMATION GENERALE**



**SAMEDI ET DIMANCHE**

● **Ritacalfoul** : de l'eau, des plumes au vent, des étincelles, des écrans en plein ciel, des serpentins géants... (samedi et dimanche).

● **Le puits aux images** : du mime, du cirque, du théâtre, de la zizique... Pour les petits et les grands ; pour la rue, le marché, le champ de foire : approchez, approchez !.. Jongleurs, cracheurs de feu, danseurs de corde, clowns, acrobates, bateleurs et farceurs de tous poils vous convient à la fête ! (samedi et dimanche).



● **Babouchka** : un jeune rêve dans les défroques d'une clocharde. Des histoires, des gags, des proverbes, des poèmes... et des matériaux de récupération (dimanche).

● **Anachronic Jazz Band** : ils retournent la mode rétro comme une vieille chaussette. Ils font du neuf avec du vieux. Ils interprètent des thèmes modernes avec des instruments et des arrangements du jazz des années 20-30. Pas triste du tout ! (dimanche).

● **Théâtre du Levant** (samedi).

● **Théâtre emporté** (dimanche).

● **Bals avec les Maringouins et Maluzerne**. Du pop bien de chez nous ! (samedi).

● **Bal latino-américain** (samedi).

## éditeurs et libraires : d'autres pratiques

La cité du livre 78 rassemble un plus grand nombre de stands d'éditeurs. Ce choix nous l'avons fait pour satisfaire le besoin d'information sur le livre, l'éternel oublié.

A l'heure actuelle un Français sur deux ne lit jamais de livres et la France est dans le peloton de queue en Europe en ce qui concerne le nombre de bibliothèques par habitant.

A l'exception des dépenses publicitaires quasi exclusivement consacrées à promouvoir le best-seller, et de l'effort de quelques rares périodiques, il n'existe pas d'information sur la vie de l'édition en France.

La distribution pénalise les jeunes éditeurs et les libraires qui ne veulent pas être prisonniers du best-seller. L'association des librairies différentes et les éditeurs « pour une autre pratique » débattront avec vous de ces problèmes le dimanche 11 juin à 14 h 30.

Ces mouvements d'éditeurs et de libraires, avec l'appui de municipalités, prennent des initiatives pour développer le contact direct entre auteurs, lecteurs et éditeurs. Des rencontres de ce type viennent d'avoir lieu au Mans, un premier festival aura lieu à La Rochelle en juillet.

La cité du livre de la fête du P.S.U. 78 représente l'un des maillons de cette chaîne qui ne demande qu'à s'allonger.



# EDITIONS SYROS

La collection MEMOIRE DES FEMMES se propose d'éditer ou de rééditer des textes féministes (livres, brochures, recueils). Textes peu ou mal connus, ou textes célèbres mais introuvables. Ils seront accompagnés de présentations, de commentaires et de notes qui permettront de les situer dans une histoire trop

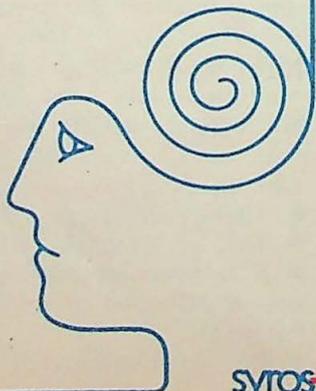
oubliée : celle que les femmes d'aujourd'hui ont besoin de connaître pour retrouver les liens avec un passé ignoré par l'histoire au masculin. Textes qui éclairent les luttes présentes en permettant d'entrevoir les quelques progrès et les singuliers piétinements de nos cheminements à toutes.

Le XX<sup>e</sup> siècle a vu naître un syndicalisme nouveau : celui du cadre de vie. « Qualité de la vie », « environnement » les termes sont acquis, au point d'avoir droit de cité jusque dans les ministères. Cependant, ce syndicalisme possède une histoire dont la Confédération syndicale du cadre de vie, la C.S.C.V., est l'un des maillons vivants, 21 F.

*Mémoire des Femmes*

**HÉLÈNE BRION**  
**La voie féministe**

Préface, notes et commentaires  
HUGUETTE BOUCHARDEAU



18 francs

Hélène Brion était institutrice, secrétaire nationale de la Fédération nationale des institutrices, membre de la C.G.T. où elle exerçait des responsabilités importantes, membre du P.S. En 1917, elle comparait devant un Conseil de guerre pour « propagande défaitiste » et, à peu près au même moment, elle écrit la brochure que nous rééditons ici. Avec passion, elle critique, chez ses camarades masculins syndicalistes et socialistes, l'incapacité à intégrer, dans leurs perspectives politiques, les objectifs de la lutte des femmes. Elle affirme l'existence d'une « voie féministe » pour la transformation radicale des rapports sociaux et lance un appel aux militants « les plus avancés » de son temps pour qu'ils en tiennent compte. Plus de 60 ans après, cet appel ne paraît pas dépassé...

SYROS

**Ça bouge  
dans les quartiers**

LOUIS CAUL-FUTY  
MICHEL LOUIS



la France des  
Points chauds 11

## des auteurs à la rencontre de leurs lecteurs

### samedi

15 h 30 :

**LA JUSTICE AUX ORDRES**  
animateur : Christian Hénion,  
journaliste à « Libération »

avec : Denis Langlois, « Les dossiers noirs de la justice française » (Seuil); Philippe Madelin, « Dossier J... comme Justice » (Alain Moreau); Gérard Masson, « Les juges et le pouvoir » (Syros - Alain Moreau); Michel Mialle, « L'Etat du Droit » (Maspero - PUG); Collectif MAJ représenté par Monique Antoine, « L'affaire Croissant » (Maspero).

17 h :

**COMMUNISTES MALGRE TOUT**  
animateur : Victor Leduc,  
secrétaire national du P.S.U.

avec : M.-A. Macciochi, « Pour Gramsci », « Après Marx, Avril » (Seuil); Roger Pannequin, « Ami si tu tombes », « Adieu camarades » (Sagittaire); Jean Rony, « Trente ans de parti » (Christian Bourgois); Philippe Robrieux, « Thorez » (Fayard); « Notre nouvelle génération communiste » (Laffont); Jorge Semprun, « Autobiographie de Federico Sanchez » (Seuil).

### dimanche

14 h 30 :

**DES LIBRAIRIES DIFFERENTES, POUR QUI ?**

animé par l'association pour une Librairie différente

15 h 30 :

**POURQUOI LA FEMME SE VEND-ELLE SI BIEN ?**

animatrice : Marie-Odile Delacour,  
journaliste à « Libération »  
et « Histoires d'Elles ».

avec : Huguette Bouchardeau, « Pas d'histoire les femmes » (Syros); Monique Cahen, directrice de la collection « Libres à elles » (Seuil); Odile Davernas, « Pouvoir des hommes, droits des femmes » (Seuil); Evelyne Le Garrec, « Les messagères » (Editions des femmes); Catherine Legay, « Prisonnières » (Stock).

17 h :

**L'AVENIR SANS NUCLEAIRE**  
animateur : Claude-Marie Vadrot,  
« Histoire d'une subversion :  
l'écologie » (Syros)  
journaliste au « Canard Enchaîné »,  
à « P.H. », « T.S. ».

avec : le collectif ADRET représenté par Jean-Loup Verlet, « Travailler deux heures par jour » (Seuil); Sylvie O'Dy et F. de Granclaire, « L'Etat EDF » (Moreau); Brice Lalonde; le groupe Bellevue, « Projet Alter » (Syros); Alain Granou, « L'Utopie réaliste » (Christian Bourgois).

Outre les auteurs participants aux débats de la Cité du livre, seront présents pour présenter leurs ouvrages :  
**Alain Moreau :**  
samedi : Marie-José Jaubert, « La mer assassinée » ;

dimanche : Ch. de Brie, « F... comme Fraude fiscale ».

**Editions du Seuil :**

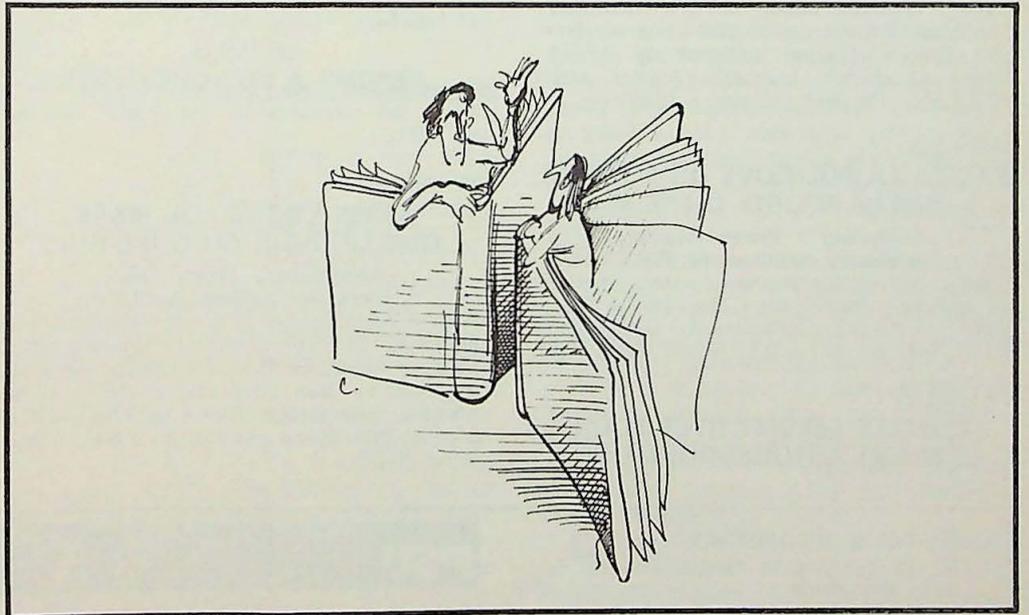
samedi : Alain Delage - Gilles Raga-  
che, « La France de 68 » ;  
dimanche : Claude Duneton - J.-P. Pa-  
gliano, « L'anti-manuel de Français » ;  
Philippe Meyer, « L'enfant et la rai-  
son d'Etat ».

**Editions Syros :**

samedi : Christian Wargny, « Lou-  
viers, sur la route de l'autogestion » ;  
Gabriel Granier, « La Sécurité socia-  
le, les idées pour demain » ;  
dimanche : Louis Caul-Futy, « Ça bou-  
ge dans les quartiers » ; Yvan Crai-  
peau, « La libération confisquée ».

**Editions Maspéro :**

dimanche : Alain Granou, « La bour-  
geoisie financière en France » ; René  
Lefort, « L'Afrique du Sud ».



## plus de trente éditeurs vous attendent

201 : Livre de Paris. 202-203 : Michel de l'Ormerai. 204 : Le Robert. 205 : Laffont. 206 : Seghers. 207-208 : Encyclopédie Universalis. 209 : Spartacus. 210 : Oxygène-expression spontanée. 211 : Stock. 212 : Livre club Diderot. 213 : Editions sociales. 214 : Bourgois 10-18. 215 : L'Harmattan. 216 : Champ possible - Tigre de papier. 217 : Librairies différentes. 218 : E.D.I. 219-220 : Maspero. 221 : Fédérop - La Brèche. 222-223 : Editions ouvrières. 224 : Vendémiaire. 225 : Savelli. 226 : Disques. 227-228 : Lecture buissonnière. 229 : Kesselring. 230 : Alternative. 231 : Editions des Femmes. 232 : Que lire ? (C.L.D.C.). 233 : Alain Moreau. 234 : Casterman. 235-236 : Editions du Seuil. 237-238 : Editions Syros.

# STAND CENTRAL

Vous y trouverez : ● deux expositions d'affiches : « mai 68 », « l'histoire du PSU » ; ● du cinéma permanent avec la projection du film du PSU, « Le PSU, une gauche différente » (musique Jacques Bertin), en alternance avec des films sur mai 68 à aujourd'hui ; ● de la vidéo avec le passage d'une bande du PSU : « Vivre, produire et travailler autrement » (environ 15 mn) ; ● le stand de la

fédération de Paris, axé sur les libérés ; ● le stand de « Tribune socialiste » ; ● une librairie avec les publications du PSU. ● Vous pourrez y rencontrer des responsables du PSU, les interroger, discuter avec eux ● C'est là aussi qu'auront lieu les grands débats ● Venez-y pour vous informer sur le PSU, discuter avec ses militants, connaître ses publications, y adhérer. ■

## SAMEDI

15 heures.

### LES LIVRES SUR MAI 68

Animateur : Gilbert Hercet, membre du bureau national du P.S.U.  
Avec : Gérard Guegan (réalisateur de « Histoire de mai », FR 3) ; Jean-Pierre Le Dantec (« Les dangers du soleil ») ; Jean-Marc Salmon (« Hôtel de l'avenir ») ; Gilles Ragache (« La France de 68 ») ; Michel Sarrazin (« Histoire de mai 68 ») ; invité : Daniel Cohn Bendit.

16 h 30.

### L'HERITAGE DE 68

Animatrice : Huguette Bouchardeau, membre du bureau national du P.S.U.  
Avec : Georges Begot (C.F.D.T. Banques) ; Jean-Marc Bouguereau (« Libération ») ; François Dalbert (bureau national du P.S.U.) ; Tianet Grumbach (avocat) ; Michel Louis (C.S.C.V.) ; Panaget (ouvrier à Hispano).

18 heures.

### FACE A LA POLITIQUE DU POUVOIR, QUELLE RIPOSTE OUVRIERE ?

Animateur : Pierre Régnier, secrétaire national du P.S.U.  
Avec : des représentants des organisations de gauche ; Daniel Juge (secrétariat Entreprises du P.S.U.) ; Dominique Lambert (secrétariat Femmes du P.S.U.) ; Rolant Vittot (Lip).

19 h 30.

### QUELLES PERSPECTIVES POUR LE FRONT AUTOGESTIONNAIRE ?

Avec des représentants du Collectif national et des Comités de base du Front autogestionnaire.

## DIMANCHE

14 heures.

### L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Animateur : Bernard Ravenel, secrétaire national du P.S.U.  
Avec : René Backmann (« Le Nouvel Observateur ») ; René Lefort (« Le Monde diplomatique ») ; Philippe Leymarie (« Afrique-Asie ») ; José Sanchez (« Tribune socialiste ») ; prendront la parole des représentants du Front Polisario, du Frolinat, du Comité Zaïre et du Mouvement national libanais.

16 heures.

### LE P.S.U. REpond A VOS QUESTIONS

Avec des membres du secrétariat national du P.S.U.

18 heures.

### APRES L'ECHEC DE MARS, QUELLE UNITE AUJOURD'HUI ?

Animateur : Victor Leduc, secrétaire national du P.S.U.  
Avec : Alain Bobbio (L.C.R.) ; Huguette Bouchardeau (P.S.U.) ; Michel Charzat (C.E.R.E.S.) ; Françoise Gaspard (maire socialiste de Dreux) ; Jean Ellenstein (P.C.F.) ; Gilles Martinet (secrétaire national du P.S.) ; Michel Mousel (secrétaire national du P.S.U.) ; Jean Rony (P.C.F.).

## femmes

A la fête, les femmes se regroupent et prennent la parole. Il y aura, entre autres : « La Revue d'en face », « Questions féministes », « Paroles », le Planning familial (M.F.P.F.), le Comité de soutien à Heide, le M.L.A.C., des femmes algériennes, les groupes femmes latino-américains, le groupe femmes de l'Unité populaire chilienne, le groupe femmes Chili, le secteur femmes P.S.U., le Centre de documentation féministe, le C.R.I., la branche féminine du mouvement Montonero, etc. ■

## Cinéma à gogo

### SAMEDI

14 h 30 : « Le fond de l'air est rouge » (1<sup>re</sup> partie), de Chris Marker ; 17 h : « P.S.U., une gauche différente » ; 18 h : « Apartheid : il n'y a pas de crise » ; 19 h : « P.S.U., une gauche différente » ; 20 h : « Comme les anges déchus de la planète Saint-Michel », de Jean Shmidt ; 22 h : « Argentine : état de siège » ; 23 h 30 : « Hongrie, vers quel socialisme », de Claude Weisz ; 01 h : « Alerter les bébés », de Jean-Michel Carré ; 03 h : « Union Maïds », de Jim Klein et Julia Reichert (syndicalisme et féminisme aux U.S.A.).

### DIMANCHE

13 h : « P.S.U., une gauche différente » ; 14 h : « Le fond de l'air est rouge » (2<sup>e</sup> partie), de Chris Marker ; 16 h : « P.S.U., une gauche différente » ; 17 h : « Argentine : état de siège » ; 19 h : « P.S.U., une gauche différente ». ■

### Numéros disponibles :

N° 22-23 : Sur le mouvement politique de masse .....	2 F
N° 24-25 : La police dans la lutte des classes .....	2 F
N° 27-28 : La crise du système monétaire international .....	2 F
N° 49 : Le recrutement .....	1 F
N° 52-54 : Quand les patrons vont à l'école .....	3 F
N° 56-57 : Sionisme et libération palestinienne .....	4 F
N° 92-93 : Une section du P.S.U. à Paris .....	4 F
N° 98-99 : Le syndicalisme à l'école .....	4 F
N° 102 : Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes .....	2 F
N° 106-107 : Le P.S.U., le parti de l'autogestion socialiste .....	4 F

### PSU DOCUMENTATION

N° 110 : Comment battre la droite .....	2 F
N° 111-112 : Militer à l'Université ..	4 F
N° 113-114 : Les chrétiens et la lutte pour le socialisme .....	4 F
N° 116-118 : Electro-nucléaire : le P.S.U. accuse .....	6 F
N° 119 : Le Parti socialiste, social-démocratie et socialisme .....	2 F
N° 120-122 : Les couches sociales à la campagne .....	6 F
N° 123-124 : Une fédération du P.S.U. Tarn-et-Garonne .....	4 F
N° 125-127 : Nationalisations et autogestion .....	6 F

N° 128 : La formation dans les fédérations du P.S.U. ....	4 F
N° 129 : La terre, outil de travail ou marchandise .....	4 F
N° 130 : La France, au hit-parade des inégalités .....	4 F

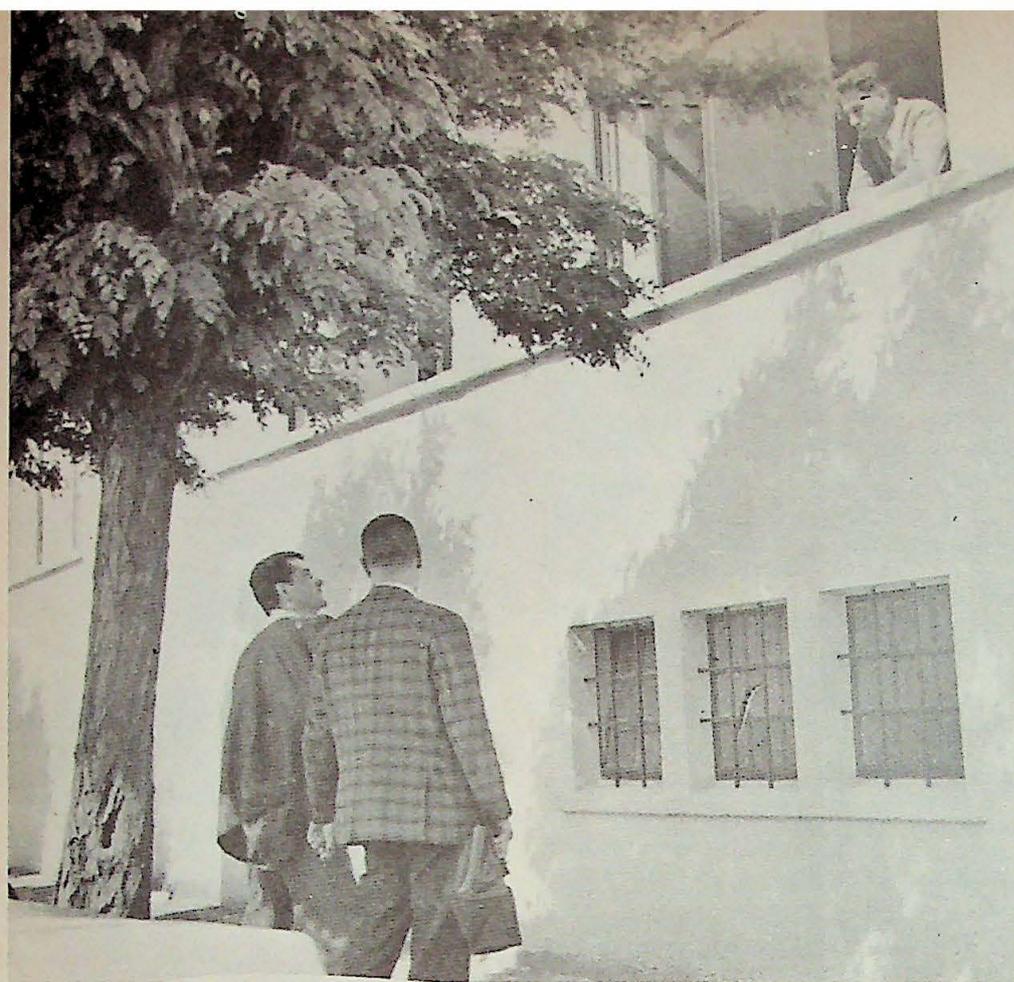
### Vient de paraître :

N° 131 : La forêt, malade du profit	4 F
-------------------------------------	-----

### A paraître :

N° 132 : Le P.S.U. face à la crise de la gauche .....	4 F
N° 133 : Etre femme au P.S.U. ....	4 F

Abonnement : 30 F pour 10 numéros.  
Adresse et commande : Editions Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris, C.C.P. 19 706 28 Paris.



Duvochel, directeur de Sud-Aviation : le premier patron séquestré.

## La commune de Nantes

Daniel Palvadeau, responsable CFDT de Loire-Atlantique, raconte ces quelques semaines où la classe ouvrière a pu vivre sa vie et gérer la cité.

Il pleuvait sur l'Ouest et pourtant ce jour-là — le 8 mai —, la foule, qui dans toutes les villes avait répondu à l'appel des organisations syndicales C.F.D.T., C.G.T., F.O., mais aussi paysannes F.D.S.E.A. et C.D.S.A., était immense.

Mais pleuvait-il vraiment ce jour-là sur l'Ouest ? Pas sûr, car l'espérance était grande, comme la joie de lutter ensemble, ouvriers, paysans, au coude à coude, pour ce qui est juste, pour ce qui est vrai, pour une autre société, plus humaine, plus démocratique.

Ainsi pourrait commencer l'histoire de Mai 1968 en Loire-Atlantique, mais c'est une gageure que de vouloir résumer en quelques lignes une période si riche en événements de toute nature.

Dès le début, nous avons eu conscience de vivre une page d'histoire ouvrière comme nos aînés de 1936, comme la classe ouvrière en vivra beaucoup d'autres, certes différentes mais aussi importantes et, espérons-le, plus décisives.

C'est d'abord l'action directe qui a fait Mai 1968. Les premiers, ce sont les étudiants qui ont créé le déclic. Toutes les conditions étaient remplies pour que le couvercle de la marmite saute, tant au niveau politique, que syndical. Nous ne dirons pas que nous l'avions

prévu mais nous affirmons que nous n'avons pas été surpris. Deux éléments dans notre département ont préparé les conditions du Mai Nantais :

1° l'accord interconfédéral C.G.T.-C.F.D.T. du 10 janvier 1966 qui a été relayé en Loire-Atlantique par toute une série de déclarations communes, créant ainsi des conditions unitaires d'action ;

2° l'accord ouvriers-paysans du 6 novembre 1967 signé par la C.F.D.T., la C.G.T., la F.D.S.E.A., le C.D.S.A. et dans lequel ils décidaient de lutter ensemble pour l'aboutissement de leurs revendications et pour l'« *instauration d'une véritable démocratie dans notre pays* ».

### Sud-Aviation : première usine occupée

Dès le 13 mai, les manifestants (plusieurs dizaines de milliers) avaient à peine abandonné le pavé et les barricades édifiées au cours des manifestations de l'après-midi, que de partout l'on annonçait que les travailleurs de Sud-Aviation avaient décidé en assemblée générale d'occuper pour une période indéterminée leur usine et de garder avec eux la direction, direction

qui devait rester bloquée dans les bureaux jusqu'au 29 mai.

Je travaillais dans cette entreprise avant d'être appelé à assurer des responsabilités syndicales permanentes comme secrétaire de l'Union locale C.F.D.T. de Nantes d'abord et de l'Union départementale de Loire-Atlantique ensuite, poste auquel j'ai participé aux événements de mai 1968.

Les choses devaient aller très vite ensuite. Les usines s'arrêtèrent les unes après les autres, aussitôt occupées par les travailleurs car, dès le vendredi 16, toute activité industrielle était stoppée dans le département.

Spontanément, dans toutes les entreprises, une organisation très rationnelle se mit en place, sous la responsabilité des sections syndicales qui siégeaient en permanence généralement dans les bureaux directoriaux.

Des équipes d'information, d'entretien, de propagande, etc. se mirent en place et chaque jour une assemblée générale de travailleurs avait lieu, au cours de laquelle ils pouvaient apporter leurs propositions, leurs suggestions, leurs critiques, qui aussitôt étaient analysées et revenaient sous forme de propositions aux travailleurs réunis. Le lien entre les entreprises et les structures syndicales locales, Conseils d'U.L., était permanent. La démocratie syndicale a joué à plein pendant ce conflit.

### Organiser la vie

Devant l'ampleur générale de la grève, le premier souci des organisations syndicales fut d'assumer totalement leurs responsabilités vis-à-vis de la population ; ceci afin qu'elle ne se retourne pas contre les grévistes mais, qu'au contraire, se crée un courant populaire favorable aux travailleurs en grève.

Immédiatement, les unions départementales mirent en place un comité central de grève dont elles assuraient le contrôle et qui avait pour objectif la gestion économique de la cité.

C'est à la mairie de Nantes que siégeait ce comité. Son rôle : veiller à l'alimentation, à la santé, à la sécurité, à la propreté et l'on peut affirmer qu'aucune lacune grave ne s'est produite pendant le conflit.

Il fallut remettre en route certains services vitaux : eau, gaz, électricité ; faire fonctionner les abattoirs, veiller à la réputation, distribuer judicieusement les carburants ; faire décharger les navires des marchandises périssables ou de première nécessité et même veiller au contrôle des prix car certains avaient flairé la bonne affaire et provoquaient artificiellement en stockant une certaine rareté pour majorer les prix.

Tout avait été rapidement prévu pour que dans cette période difficile, tout puisse se dérouler sans heurt, dans l'ordre et la justice : cartes de carburant pour certaines catégories (toubibs, infirmiers, ambulanciers). Il

fallut verser certaines allocations, payer des acomptes, débloquer des chèques, etc.

Chaque soir le Comité de Grève recevait les journalistes à qui nous avons demandé de continuer leur travail pour informer la population. Les quotidiens locaux ont continué de paraître sous la responsabilité d'un comité de rédaction intersyndical pendant toute l'action de mai.

En liaison avec les organisations agricoles et les syndicats, des ventes directes avaient lieu dans tous les quartiers populaires.

Chaque matin sous la responsabilité de nos camarades fonctionnaires du Service des Prix et les techniciens agricoles, les prix étaient contrôlés au marché de gros et des équipes se répartissaient dans la ville pour éviter des augmentations excessives. Certains magasins ont été contraints de fermer. Nous avons par contre dû demander à d'autres d'ouvrir pour approvisionner la population.

### Une grande maturité

Nul désordre, nulle détérioration, nulle destruction : la classe ouvrière a fait la preuve de son sens des responsabilités.

Jamais les usines, jamais les machines n'ont été aussi bien entretenues, aussi propres, car dans cette société « gloutonne » où seul compte le profit, pas de temps pour l'entretien, pas d'argent pour les nettoyages... Ainsi, on a beaucoup travaillé, et pas pour de l'argent, mais simplement pour qu'au moins, une fois, nos usines soient belles et aient un air de fête.

J'ai vu un compagnon coucher un mois au pied de sa machine pour que personne ne la salisse, ne la détériore, n'appuie par mégarde sur le bouton qui l'arrêterait car il fallait plus de trois semaines pour la remettre en route et il voulait être prêt pour le grand départ, tout comme il avait été le premier à stopper la production le 15 mai. C'est ça aussi, la fierté de la classe ouvrière.

Mai 1968 a vu éclater au grand jour toute une culture, toutes les valeurs de la classe ouvrière : tracts, panneaux, affiches, journaux, slogans, poèmes, chansons, musique, etc. ont spontanément surgi du peuple, d'un peuple bâillonné, bafoué, opprimé. Pendant un mois la classe ouvrière a vécu libre, gaie, épanouie.

Pendant un mois, nous avons été le témoin d'une classe ouvrière en bonne santé, malgré la fatigue, le surmenage, les soucis, les responsabilités. Tout le monde était en pleine forme. Pas de dépression, pas de maux d'estomac. Une classe ouvrière qui se portait bien. Seuls les bourgeois étaient pâles : ils avaient des diarrhées !

### 10 ans déjà

C'était hier... 10 ans déjà !... Certaines conquêtes ont été récupérées ? C'est

sûr !... Mais les valeurs fondamentales du Mai 1968 restent des acquis de cette époque inoubliable pour ceux qui l'ont vécue. Et sans doute l'un des paradoxes les plus importants, c'est que les plus attachés à certaines de ces valeurs sont les jeunes, ceux qui précisément n'ont pas vécu Mai 1968.

C'est la confirmation de ce que j'avais déclaré devant 50 000 personnes rassemblées place du Commerce : « *Quoi qu'il arrive, rien ne sera plus exactement comme avant* » :

- le droit syndical a progressé ;
- le S.M.A.G., cette aumône des salariés agricoles, a disparu ;
- le S.M.I.G., malgré son retard, a pris de la valeur ;
- la démocratie ouvrière et syndicale a progressé ;
- l'autogestion est devenue un objectif incontestable et incontesté par toutes les forces de gauche, y compris par celles qui y étaient les plus réfractaires, à l'époque.

Pouvait-on attendre plus de cette explosion populaire ? La classe ouvrière a, à un moment, vécu sa propre vie. Elle a démontré sa véritable capacité, y compris celle de gérer la cité, là où elle s'est révélée à elle-même.

Daniel PALVADEAU ■



Nantes : l'attaque de la préfecture.

## la parole à

### Bernard Lambert : Chez les agriculteurs

### La remise en cause des pratiques syndicales

Aujourd'hui Paysan-Travailleur, Bernard Lambert était en 68 secrétaire général de la Fédération Régionale des Syndicats d'Exploitants Agricoles de l'Ouest. Pour lui, nulle part ailleurs qu'en Loire-Atlantique la liaison ne fut plus forte entre ouvriers, étudiants et paysans.

**Tribune Socialiste** : En mai 68 tu étais secrétaire général de la F.R.S.E.A.O. Où en étaient alors le milieu et les militants paysans de l'Ouest ?

BERNARD LAMBERT : A la veille du mouvement de mai/juin 68, nous étions encore largement marqués par la vision « moderniste » de l'agriculture développée par la Jeunesse Agricole Chrétienne (J.A.C.) et le Centre National des Jeunes Agriculteurs (C.N.J.A.) depuis le début des années 50. Cette perspective avait été exposée dans deux ouvrages qui marquèrent l'ensemble de ma génération. Le premier, rédigé en 1951 par René Colson : « *Motorisation et avenir rural* », et le

second : « *La révolution fourragère* » de René Dumont, l'agronome aujourd'hui bien connu.

Pendant plus de quinze ans, nous avons considéré le progrès technique comme valeur essentielle. Nous avons cru qu'il nous serait possible, non seulement d'échapper à la condition d'exploités subie par les autres travailleurs, mais aussi que les structures de production que nous mettions en place (C.U.M.A., C.E.T.A., G.A.E.C., Crédi mutuel, Coopératives [1]), pourraient constituer des prototypes généralisables à l'ensemble des autres secteurs de l'économie. Nous étions convaincus de la possibilité de changer l'ensemble des rapports de production à parti

de la contagion d'expériences dont nous ne percevions pas encore les limites radicales.

## Une panacée : les coopératives

**T.S. :** Alors tout baignait dans l'huile ?

**B.L. :** Pas tout à fait quand même ! Depuis les années 1963-1964 nous étions affrontés à un phénomène nouveau, celui des productions animales promues par les firmes multinationales au travers de contrats qui conduisaient à l'intégration totale des producteurs. Nous commençons à percevoir combien cette « économie contractuelle » liait les paysans qui s'y engageaient et combien elle les rendait dépendants d'une logique sur laquelle nous n'avions aucune prise.

C'est de cette époque que date le début de la prolifération de techniciens en tout genre, chargés de conseiller et finalement d'encadrer les agriculteurs. C'est aussi à cette période que nous avons découvert que nous n'avions aucune prise réelle sur les choix du Crédit agricole. Mais nous pensions encore que tout s'arrangerait si nous parvenions à « la conquête du pouvoir économique »...

**T.S. :** Une conquête qui serait rendue possible par le développement de la coopération agricole ?

**B.L. :** C'est cela. Nous avons la panacée : les coopératives ! D'ailleurs il faut rappeler que durant cette période, tout paysan qui passait contrat avec une entreprise « privée » était considéré par nous comme étant « passé à l'ennemi ».

**T.S. :** Et votre action syndicale de ces années-là qu'en dis-tu aujourd'hui ?

**B.L. :** Elle était à l'image du comportement de ceux contre qui elle était sensée s'exercer : bureaucratique et technocratique. C'était l'époque du triomphe des « contre-plans »... Mansholt, Pisani ou quelqu'un d'autre sortait-il un plan, nous, syndicalistes, élaborions un contre-plan ! La différence essentielle qui nous distinguait de la F.N.S.E.A. — la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles — résidait dans le fait que notre action avait un cachet démocratique dont notre centrale nationale n'avait aucun souci. Nous faisons des contre-propositions publiques et non des négociations de cabinet mais la différence s'arrêtait là. En réalité nous ne prenions pas le temps de répondre aux difficultés concrètes des paysans. Notamment celles des paysans intégrés par les firmes capitalistes.

## Une pratique d'action commune

**T.S. :** Venons-en à mai 68 proprement dit. L'une des caractéristiques originales du mouvement dans la région fut la coordination ouvriers-étudiants-paysans...

**B.L. :** Oui, absolument. Je pense en effet que nulle part ailleurs cette liaison ne fut aussi forte. Cela a tenu au passé commun que nous avions dans ce domaine. Car, depuis neuf ans environ existait une pratique d'action commune paysans et ouvriers en Loire-Atlantique. Je citerai par exemple la marche commune sur Paris du 8 avril 1968 qui rassembla 3 000 personnes autour du thème de l'emploi et du désenclavement de la région Ouest. Autre exemple : les huit meetings organisés en Loire-Atlantique conjointement C.D.J.A./S.N.E.sup début 1968 à propos de la querelle scolaire et contre l'implantation concurrente de C.E.G. « libres » et publics dans les cantons ruraux.

Dès le 12-13 mai 1968, les militants et les responsables syndicaux agricoles du département se sont posés la question de la solidarité. C'est à partir de cette date qu'a été mis en place le réseau de soutien alimentaire aux grévistes (c'est pour plus de 10 millions de francs anciens de produits qui furent distribués gratuitement).

A partir de ce moment, en liaison avec le comité central de grève, nous avons mis au point le mécanisme qui permettrait aux usines d'aliments du bétail de continuer à tourner. Nous avons aussi organisé l'approvisionnement en carburant des agriculteurs qui devaient faire face aux travaux des foins et de l'ensilage. C'est ainsi par exemple qu'il fut convenu que les salaires des dockers (qui assuraient le déchargement des tourteaux de soja), ainsi que ceux des travailleurs des industries agro-alimentaires, seraient reversés pour l'essentiel au comité central de grève.

S'agissant des produits alimentaires fabriqués par les industries agro-alimentaires, nous avons conjointement

décidé qu'ils seraient vendus au prix coûtant et ceci sous le contrôle des travailleurs des entreprises concernées.

## Un réel contrôle sur les événements

**T.S. :** Vous aviez donc la maîtrise des rouages essentiels ?

**B.L. :** Certainement. Il importe de remarquer que les denrées acheminées sur Paris et ailleurs furent distribuées et payées. Ce fait illustre bien, me semble-t-il, le réel contrôle exercé sur les événements par les travailleurs de la région jusqu'en fin mai.

**T.S. :** S'il te fallait résumer les enseignements que tu as tirés de cette période...

**B.L. :** Ils sont simples et toujours d'actualité. Pour moi, comme pour beaucoup d'autres militants paysans, mai 68 a été le point de départ d'une violente remise en cause de la pratique syndicale qui était la nôtre jusqu'alors. Progressivement (il nous a fallu deux ou trois ans), nous avons mesuré combien cette pratique nous conduisait à passer à côté de nos problèmes réels de paysans exploités. Combien elle était mystificatrice.

Notre conviction est désormais faite. Ce dont les petits et moyens paysans ont besoin, c'est d'une organisation de masse et de classe. Une organisation dont ils aient la direction effective au travers de collectifs dont les membres sont mandatés pour une durée limitée, et révocables à tout moment. Car mai 68, c'est aussi la redécouverte que la fin et les moyens sont indissociables. Le socialisme ne s'octroie pas.

Propos recueillis par J. LEBOT ■

(1) GAEC : Groupement agricole d'exploitation en commun ; CUMA : Coopération d'utilisation de matériel agricole ; CETA : Centre d'études techniques agricoles.

24 mai : les paysans envahissent pacifiquement Nantes.





Le 30 mai, aux Champs-Élysées :  
la marée gaulliste.

## **Alain Krivine :** **"Ne pas sous-estimer la force d'attraction de la démocratie bourgeoise."**

**T.S. :** Mai 68, c'est quoi, pour toi, aujourd'hui : une révolution manquée faute d'un parti révolutionnaire ? Une révolution trahie, notamment par le P.C.F. ? Un mouvement de masse d'un type nouveau ?

Alain KRIVINE : Un mouvement de masse tel que la France n'en avait jamais connu auparavant (pas même en 1936). Nouveau ? Mai 68 a combiné des aspects « traditionnels » (notamment au niveau des luttes ouvrières : la grève générale, les occupations d'usine...) et des exigences, des préoccupations, des formes de lutte inédites, qui sanctionnaient d'ailleurs les transformations de la société française : la France de 1968 n'était plus la France de 1936.

**T.S. :** N'y a-t-il pas eu contradiction entre la nouveauté des contenus du mouvement (anti-autoritaires, anti-hiérarchiques, anti-bureaucratiques...) et le caractère traditionnel des analyses que ses dirigeants en ont faites et des réponses, notamment organisationnelles, qu'ils ont proposées ?

A.K. : Parlant de la nouveauté des contenus de mai 68, tu poses le problème de la spontanéité du mouve-

ment. Mais la spontanéité est un amalgame d'idées et d'expériences accumulées depuis longtemps et d'autres tirées de l'expérience immédiate. Si le mouvement étudiant a été anti-autoritaire, anti-hiérarchique et internationaliste, c'est aussi parce que ces thèmes étaient depuis longtemps développés par les organisations d'extrême gauche chez des étudiants dont la « propagande », reprise à leur compte par des dizaines de milliers de gens est, en mai 68, devenue « agitation ».

Quant aux réminiscences dont s'est nourri, par exemple, le mouvement étudiant — références à la révolution culturelle, à Che Guevara, au Vietnam, à la révolution russe de 1917... — pouvait-il en être autrement ? Le mouvement étudiant arrivait neuf, nanti pour toute expérience de leçons apprises dans les livres, façonné par un système éducatif qui inocule la peur de l'aventure : il était normal qu'il tente de se raccrocher à des « modèles » et vive, comme il l'a fait largement, sur un mode exemplaire.

### **La « démocratie » des détenteurs de hauts-parleurs**

Parlant des « réponses organisationnelles », tu escamotes le fait que mai 68 a échoué aussi pour n'avoir pas su

se structurer. Car c'est bien ce refus de toute structure qui l'a rendu impuissant et manipulable. La démocratie dans le mouvement étudiant, était-ce Daniel Cohn-Bendit, adossé au lion de Denfert-Rochereau, et « consultant » les masses à ses pieds en gueulant dans un haut-parleur : « Qu'est-ce qu'on fait ? ». Je ne le crois pas.

Certes, il ne s'agissait pas de proposer le parti révolutionnaire comme structure d'organisation du mouvement de masse. Les formes d'organisation que se donne le mouvement, ce sont les comités : des structures fonctionnant en assemblées générales sur les lieux de travail, et qui sont peut-être, à terme, l'amorce de ce que l'on appelle autogestion. Mais il faut bien voir que si ces structures peuvent apparaître spontanément, leur coordination, leur centralisation ne l'est pas. D'où la nécessité d'une organisation révolutionnaire capable de proposer au mouvement à la fois des perspectives et des moyens pour atteindre ses objectifs. Les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier — celles qui avaient la confiance des gens en mouvement — ne se sont pas souciées de le faire et on ne sait pourquoi...

L'important, en effet, c'est cette relation dialectique entre le mouvement de masse, structuré sur la base des comités unitaires, et le parti révolutionnaire, qui obéit, lui, à d'autres impératifs de fonctionnement : ceux du centralisme démocratique.

**T.S. :** Reste que les formes d'organisation traditionnelles du mouvement ouvrier sont en crise et que les nouveaux mouvements sociaux issus de mai 68 ne se reconnaissent pas davantage dans l'extrême gauche « léniniste »...

A.K. : Il est vrai qu'il y a crise du stalinisme et crise de la social-démocratie, et, au-delà, crise de toutes les formes d'organisation bureaucratique. Le développement des comités (de locataires, de soldats, de femmes, d'écologistes...), aujourd'hui plus nombreux que les cellules du P.C.F., en est la manifestation. Et c'est un des résultats les plus tangibles de mai 68.

### **Le débat au P.C.F. : un contre-coup de mai 68**

Même le débat au sein du P.C.F. est à bien des égards, le contre-coup de mai 68 : on ne peut plus faire gobelet aux adhérents venus au P.C.F. après mai 68 ce qu'on pouvait leur faire admettre « avant ».

Quant à affirmer que l'extrême gauche est coupée des nouveaux mouvements issus de mai 68, je ne te suis pas. L'extrême gauche participe pleinement à ces mouvements — avec un certain retard, peut-être. Mais ce ré-

tard c'est peut-être aussi le prix à payer dans un système où une petite organisation révolutionnaire a dû se tailler sa place et se voir contrainte à faire des choix, à établir des priorités, et commettre des erreurs d'appréciation.

J'irais plus loin. Si on devait dresser le bilan des acquis de mai 68, j'en dégagerais trois principalement :

— De mai 68, il reste d'abord une volonté de changement, une volonté de remise en cause totale de ce qui existe.

— On observe ensuite un fantastique élargissement du champ de la contestation qui vise, depuis mai 68, non seulement l'exploitation mais toutes les formes de l'oppression capitalistes.

— Enfin, le maintien et même le renforcement d'une force qui se situe à gauche du P.C.F. paraît aujourd'hui irréversible. Y compris sur le plan électoral, jamais l'influence de l'extrême gauche n'a été aussi forte même si elle connaît de grandes difficultés, ni les grands partis traditionnels du mouvement ouvrier aussi contestés.

#### Démocratie ouvrière ou démocratie bourgeoise ?

**T.S. :** Deux mois après l'échec électoral de la gauche, cette conclusion n'est-elle pas exagérément optimiste ? Jamais le pouvoir en place n'a semblé disposer d'une marge de manœuvre aussi grande. Et jamais le mouvement ouvrier traditionnel n'a été si profondément en crise...

**A.K. :** Non. Le pouvoir est surtout fort... de la faiblesse du mouvement ouvrier. Pour être moins spectaculai-



rement contestée qu'en mai 68, la société actuelle n'en est pas moins profondément, souterrainement minée...

Quant à la crise des organisations traditionnelles, il faut bien voir qu'elle ne remet pas en cause leur hégémonie : combien de gens, y compris radicalisés, ont voté en mars dernier et revoteront à la prochaine occasion pour les partis qui depuis cinquante ans les trahissent ?

Ce que nous avons considérablement sous-estimé en mai 68, c'est la force d'attraction des formes de la démocratie bourgeoise. A cette force d'attraction, il est vain d'opposer des dis-

cours : c'est dans l'action — comme à Lip — qu'il faut montrer que d'autres formes de démocratie sont possibles, et c'est sur quoi il faut mettre l'accent.

Sans oublier — et c'est ma conclusion — qu'il n'y aura pas de succès d'un mouvement révolutionnaire en passant par dessus la tête des grands partis : on ne fera pas l'économie de la lutte qui vise à leur faire perdre leur hégémonie.

Propos recueillis par  
Claude DESLHIAT  
et Léo GOLDBERG ■

## Marc Heurgon :

# "Le pouvoir était-il à prendre ?"

**Tribune Socialiste :** En mai 1968, tu étais l'un des principaux dirigeants du P.S.U. Comment envisagiez-vous le débouché politique du mouvement ?

**MARC HEURGON :** Le problème du pouvoir ne s'est posé qu'avec l'entrée en scène de millions de travailleurs, avec la généralisation des grèves et des occupations, c'est-à-dire vers la fin mai. Dans ce contexte, le P.S.U., qui avait joué un rôle important dans la révolte étudiante, comptait infiniment moins. Il n'avait ni la force ni la capacité de réaliser un travail de centralisation et d'affronter un pouvoir gaulliste, même affaibli. Force d'impulsion au début de mai, il n'a pas été une force de décision à la fin.

#### Ce qui peut-être était possible : un mai 58 à l'envers

Plus généralement, la vraie question me semble celle-ci : à la fin mai, existait-il une chance sérieuse de renverser le régime ? Je continue à croire que pendant trois jours, entre le 27 et le 29, la décomposition du régime a été telle que son écroulement était possible. Tous les témoignages le confirment : le vide dans les ministères, les archives que l'on détruisait, le départ de De Gaulle... Mais bien sûr, ce n'était pas une conquête insurrectionnelle du pouvoir, se heurtant à la probable intervention de l'armée, qui était à l'ordre du jour. Une République des conseils

avec Geismar et Sauvageot en commissaires du peuple, c'était risible. En revanche, en mai 68, sous l'immense pression populaire, il était peut-être possible de réaliser un mai 58 à l'envers, c'est-à-dire de substituer au régime gaulliste un gouvernement démocratique de gauche, « régulièrement » investi par le Parlement. Cela aurait donné au mouvement un tel élan que la classe ouvrière, tout entière mobilisée, aurait sans doute exigé que l'on aille plus loin.

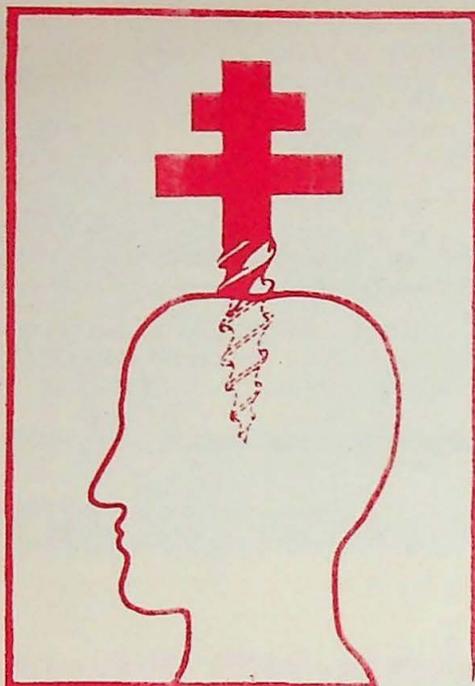
#### La « formule Mendès »

**T.S. :** Cette formule démocratique de gauche existait-elle ?

**M.H. :** Il s'en préparait une autour de P. Mendès-France et c'est en pensant à elle que j'ai employé, à Dijon, la formule d'« expérience Kerenski » qu'on m'a assez reprochée. Mendès avait plusieurs atouts dans son jeu : il était le seul homme politique que puisse tolérer le mouvement révolutionnaire ; il était poussé par la C.F.D.T. ; il avait négocié avec la F.D.G.S.

**T.S. :** Le P.S.U. pouvait-il soutenir une telle formule ?

**M.H. :** A la condition que les choses soient claires. Nous pouvions expliquer la nécessité d'une étape démocratique de ce genre, en montrant qu'il s'agissait d'un compromis provisoire et en gardant notre liberté et nos distances par rapport à une telle expérience. ➔



Toute l'ambiguïté est venue du fait que Mendès était encore membre du P.S.U. Dès lors, nous avons tenté de présenter cette solution comme la nôtre, comme une solution socialiste; le Bureau national a mis au point un programme de transition et essayé de l'imposer à Mendès. Ce n'était pas crédible.

**T.S. : Une partie de la bourgeoisie était-elle prête à accepter une formule Mendès ?**

M.H. : Et comment ? Le 29 mai, lorsque Mendès a tenu sa conférence de presse à la Chambre, il fallait voir les ronds de jambe des centristes, Duhamel en particulier, autour de Rocard. Cet appui a même été si bruyant qu'il a donné à l'opération un relenti de troisième force et de pro-américanisme qui a contribué à inquiéter les communistes. Il y a toujours eu entre Mendès et le P.C.F. une incompréhension et une méfiance réciproques dont ce n'est pas le lieu d'analyser les causes. Toujours est-il que les communistes ont été persuadés qu'il s'agissait d'une manœuvre politique destinée à les isoler. C'est une des raisons qui les a poussés à hâter la conclusion de Grenelle. Une formule Mitterrand aurait en revanche été acceptable pour le P.C. ; elle ne l'était pas pour le mouvement révolutionnaire.

### Charléty ? Une opération de routine

**T.S. : Et puis, il y a eu Charléty...**

M.H. : On a donné et on continue de donner des interprétations fausses de Charléty qui n'a été qu'une opération de routine, sans perspectives et non pas l'entreprise de récupération que l'on dit. Pas une minute, par exemple, il n'a été envisagé que Mendès puisse y prendre la parole. Les résonances anti-communistes ? Ils en avaient entendues

d'autres. Mais certainement, ils ont cru que ce rassemblement était une étape dans le complot pour les écarter.

**T.S. : Les communistes ne voulaient pas faire la révolution...**

M.H. : Il ne s'agissait pas de faire la révolution, il s'agissait de remplacer De Gaulle par un gouvernement démocratique, et cela ne pouvait pas se faire sans le concours du P.C.F. La véritable question est donc : les communistes ont-ils envisagé une telle formule de remplacement du régime, dans les derniers jours de mai ? Ils ont toujours prétendu que non. Mais qu'on pense aux cris de « Pouvoir Populaire » lors de la manifestation de la C.G.T., le 29 mai, à laquelle nous avons fait la bêtise de ne pas appeler à participer. Pour moi, pendant toute cette période, le P.C. a eu deux fers au feu. Il a pensé à accepter une formule de remplacement du régime, à condition d'y tenir une place suffisamment importante et de contrôler l'opération. Quand il a estimé qu'il n'avait pas de garanties suffisantes de ce côté, il a choisi de faire le jeu du régime. C'est ce que, dans d'autres circonstances, il a recommencé en mars 1978.

### Un total irréalisme...

**T.S. : La tentative Mendès a-t-elle été poussée plus loin ?**

M.H. : Jusqu'à la constitution de l'équipe gouvernementale. Le 29 au soir, après sa conférence de presse, Mendès nous a fait venir, Rocard, Prévost et moi, dans un petit bureau de l'Assemblée et il nous a donné les résultats de ses négociations avec la F.G.D.S. On retrouvait, parmi les ministres, Mollet, Defferre... Mendès avait eu toutes les peines du monde à faire comprendre qu'il faudrait tout de même tenter une ouverture du côté du mouvement : on envisageait un syndicalisme à l'Education nationale... Tout cela dans une atmosphère de total irréalisme. Un journaliste connu entraînait toutes les dix minutes, apportant des nouvelles alarmistes sur le déplacement des troupes en province, les chars à Orléans, etc. On croyait à de l'intoxication. La discussion a été remise au lendemain !

**T.S. : Le 30 mai ?**

M.H. : Oui, le jour du discours de De Gaulle, le jour de la manifestation de l'Etoile, où nous pensions deux heures avant qu'il n'y aurait persue personne, alors que depuis deux jours des cars venaient de toute la province. Il faut dire ce qui est : dans les derniers jours de mai, le P.S.U., ou au moins sa direction, n'a pas eu la moindre conscience de l'urgence qu'il y avait à conclure avant que le pouvoir ne se reprenne. Nous n'avons pas compris qu'il s'agissait d'une question d'heures et nous avons totalement sous-estimé la capacité de riposte de la droite et du régime. On connaît la suite...

Propos recueillis par Léo GOLDBERG et Bernard RAVENEL ■

## Le PSU, "comme un poisson dans l'eau"

En mai 1968, J. Arthuys était membre du Bureau national du PSU et responsable du service d'ordre; Yvan Craipeau était responsable PSU dans la région parisienne des rapports avec les comités d'action; Pierre Régnier était l'un des animateurs de la commission nationale entreprise du PSU. Aujourd'hui, ils sont tous les trois membres de la Direction politique nationale du PSU; Pierre Régnier est secrétaire national et responsable du secteur entreprise.

**Tribune Socialiste : Le P.S.U. a été le seul parti politique national à adhérer au mouvement de mai sous toutes ses formes. Son rôle à Paris et en milieu étudiant est connu, mais son rôle en milieu populaire et en province n'a-t-il pas été plus important ?**

JEAN ARTHUYS : Non. Pas plus. Mais tu as raison de dire que le P.S.U. a participé activement au mouvement dans tous ses aspects; tant en province qu'à Paris, tous les militants, tant intellectuels qu'ouvriers ou employés se sont impliqués très activement dans le mouvement. Personne n'a prévu mai. Mais lorsque le mouvement a éclaté, on peut dire vraiment, pour pasticher Mao, que tous les militants du P.S.U. s'y sont sentis « comme un poisson dans l'eau ».

YVAN CRAIPEAU : Les militants du P.S.U. ne réagissaient pas en fonction de consignes centrales émanant de l'organisation. Chacun réagissait spontanément en raison d'une conscience politique qui trouvait dans le mouvement de mai son expression. C'est donc la nature profonde de ce parti qui s'est révélée en mai. En 1967, le P.S.U. avait refusé de rejoindre la F.G.D.S.

Ce refus indiquait la volonté de suivre une autre voie que la voie parlementaire, même si cette orientation n'était pas formulée de façon positive. C'est cette volonté qui a rendu les militants aptes à se sentir « comme un poisson dans l'eau » dans des évé-

ments comme ceux de mai 1968. Le P.S.U. avait une structure très différente de celle des autres partis de gauche, centraliste comme le P.C.F. ou électoraliste comme la F.G.D.S.

Par rapport aux groupes révolutionnaires, le P.S.U. était plus à l'aise dans les milieux ouvriers et populaires et ses militants étaient présents partout, notamment en province.

C'est pourquoi il y a eu un gonflement considérable des effectifs du P.S.U. au cours et à la suite du mouvement.

**T.S. :** Au début du mouvement, notamment en ce qui concerne la préparation de la grande manifestation du 13 mai, le rôle du P.S.U. n'a-t-il pas été de permettre une certaine jonction entre le mouvement étudiant et le mouvement populaire ?

**JEAN ARTHUYS :** Si. Evidemment. Pour le P.S.U. c'était une question fondamentale. Le P.S.U. a multiplié les initiatives afin d'éviter que le mouve-

ment étudiant ne soit isolé, non pas tant des partis de gauche traditionnels que des syndicats et de la population. Les premières manifestations étudiantes, il ne faut pas l'oublier, avaient été mal accueillies par la population.

Le P.S.U. essayait d'être l'intermédiaire d'abord entre le noyau dur du mouvement étudiant et l'ensemble du mouvement étudiant ; et plus généralement entre le mouvement étudiant, les militants politiques et syndicaux et l'ensemble de la population. C'est dans cette optique qu'il a utilisé à fond ses rapports avec l'U.N.E.F. et ses sympathies avec des responsables de la C.F.D.T. notamment. La centrale elle-même — c'était la C.F.D.T. de Descamps — était assez réticente. Mais il y avait des sympathies avec de nombreux responsables, avec le courant « reconstruction », etc., et des contacts avec des responsables F.O. Ces camarades venaient discuter avec nous, rue Mademoiselle. Cela nous a permis

d'appuyer assez efficacement ce que réclamait l'U.N.E.F. et de déboucher sur la grande manifestation syndicale du 13 mai à laquelle le P.S.U. adhérait pleinement, sachant qu'elle allait permettre de grands développements au mouvement.

### Développer les contacts ouvriers-étudiants

**PIERRE REGNIER :** Au fur et à mesure du déroulement de l'action dans les boîtes, les camarades prenaient contact avec la Commission nationale entreprise. Nous étions unanimes à penser qu'il fallait développer les contacts ouvriers-étudiants. C'était très dur : des responsables syndicaux s'y opposaient, mais on a obtenu certains résultats. Par exemple des camarades d'Hispano ont été parler à l'université de Nanterre. Ils ont proposé une discussion avec les étudiants, dans la boîte. Il y a eu de fortes réticences, mais l'Assemblée générale des travailleurs a imposé ce point de vue.

**T.S. :** A partir de quel moment la question du pouvoir s'est-elle posée au P.S.U. de l'époque ?

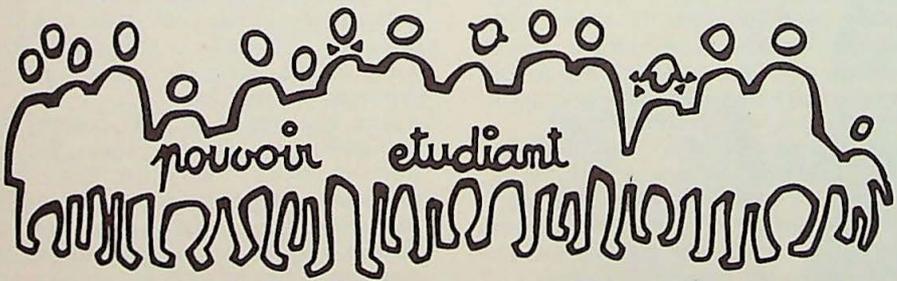
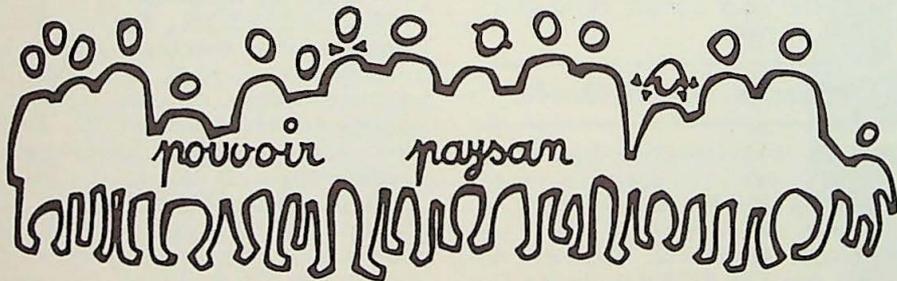
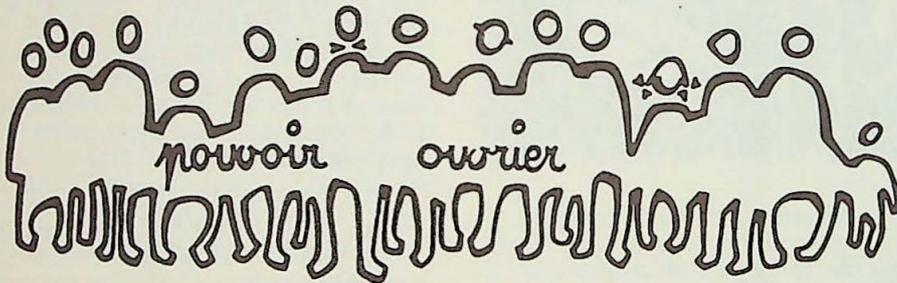
**JEAN ARTHUYS :** Dans les dix jours qui ont suivi le 13 mai, la question a mûri. Le Bureau national tenait des réunions informelles très fréquentes avec des responsables syndicaux. Mendès-France, qui était membre du P.S.U., a participé à certaines de ces réunions. Nous faisons cette analyse : le pouvoir en place ne tiendrait pas face à l'ampleur du mouvement de grève. Partout apparaissait la remise en cause du pouvoir, pas seulement du pouvoir politique, mais de la hiérarchie dans l'entreprise et dans toutes les relations sociales. Le P.S.U. s'est donc posé la question du pouvoir et ceci s'est concrétisé à un moment donné, dans une affiche célèbre : « Pouvoir ouvrier, pouvoir paysan, pouvoir étudiant, pouvoir du peuple » ; « Pouvoir du peuple » qui synthétise les pouvoirs à la base.

**YVAN CRAIPEAU :** Le jour où la question du pouvoir devient concrète, c'est le 24 mai, lorsque De Gaulle veut exercer la prérogative du pouvoir en annonçant un referendum. Quand il a fait son discours, nous étions tous dans la rue, à la manifestation de la rue de Lyon. Les manifestants ont écouté silencieusement De Gaulle à leur transistor. Dès qu'il a eu fini, ils ont crié spontanément : « Dix ans, ça suffit ! » « Il n'y aura pas de referendum. » C'est la position que la direction du parti a prise immédiatement. Il a donc une position très différente de celle du P.C.F. qui a dit : « A ce referendum le P.C.F. répondra non ! »

Dès lors, on dépassait la contestation généralisée du pouvoir qui débouchait sur l'idée des pouvoirs à la base.

La masse des manifestants et des jeunes ne se posait pas cette question du pouvoir central ; elle voyait le pouvoir dans la rue, le verbe et la fête. Les

Pour le PSU, un triple pouvoir populaire.

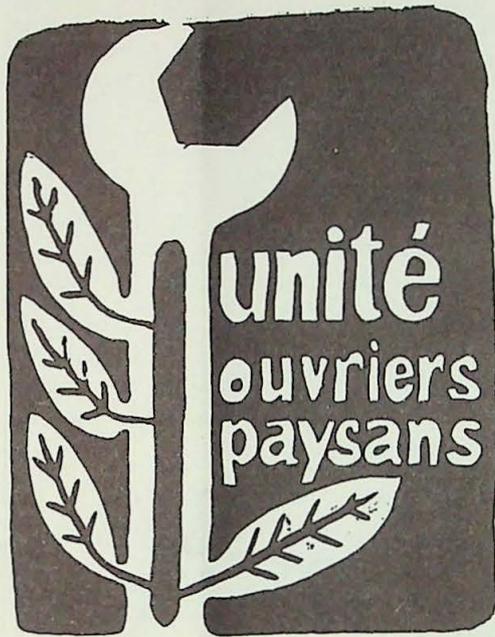


groupes révolutionnaires avaient une réponse toute prête : la dictature du prolétariat ; et ils critiquaient l'affiche du P.S.U. appelant à la prise des pouvoirs. Mais c'était un dogme abstrait qui supposait la disparition magique du capitalisme, en même temps que celle du gaullisme et l'apparition d'un pouvoir ouvrier venu d'on ne sait où, escamotant l'influence des partis traditionnels et des syndicats. Ils mettaient entre parenthèses le réel et éludaient le problème pratique de la transition au socialisme.

### La perspective d'un double pouvoir

Les réformistes entendaient profiter des événements pour prendre leur revanche contre De Gaulle. Ils envisageaient un processus parlementaire. Une motion de censure regrouperait la gauche, les centristes d'opposition et même Giscard d'Estaing. Le Gouvernement Pompidou serait mis par terre et De Gaulle serait pratiquement contraint à démissionner. C'est dans cette perspective que Mitterrand posait publiquement sa candidature à la présidence en désignant Mendès-France comme son futur Premier ministre. Mais les communistes étaient violemment hostiles à Mendès qui avait refusé de compter leurs voix dans sa majorité en 1954 et à une procédure qui ne leur laissait au mieux que des strapontins. C'est pourquoi ils opposaient le mot d'ordre d'un « gouvernement populaire » P.C.F. - P.S. Un tel gouvernement ne pouvait pas compter sur une majorité parlementaire. Or le P.C.F. se refusait à toute issue extra-parlementaire de caractère insurrectionnel, reposant sur un mouvement de masse qu'ils ne contrôlaient pas. C'est pourquoi ils ne faisaient à Mitterrand aucune contre-proposition concrète. Ils n'avaient pas d'autre issue que de mettre fin le plus rapidement possible au mouvement de mai en négociant avec le pouvoir en place. D'où Grenelle et le comportement de la C.G.T. et du P.C. à Grenelle. Séguy s'est fait huer à Renault-Billancourt par les ouvriers cégétistes que Grenelle ne satisfaisait pas. Ils ont reçu un formidable coup sur la tête lorsque le P.S.U. se trouvait dans une situation contradictoire. Les plus militants envisageaient une perspective de double pouvoir, c'est-à-dire une période où coexisteraient un pouvoir officiel — qui ne pouvait être que celui des organisations de gauche traditionnelles — et un pouvoir des masses qui s'efforceraient de consolider les positions acquises par le mouvement révolutionnaire de mai et ferait son apprentissage de la démocratie directe. Le pouvoir personnel de De Gaulle une fois liquidé, les deux pouvoirs deviendraient antagonistes quand il s'agirait de substituer un ordre socialiste à l'ordre capitaliste. Ce gouvernement provisoire de la gauche n'était pas conçu comme résultant d'un processus parlementaire. Nous

l'envisageons comme une proclamation insurrectionnelle appuyée sur le mouvement populaire. Dans la dynamique des événements un tel gouvernement autoriserait le développement du mouvement, tolérerait l'élargissement des pouvoirs acquis à la base, légaliserait les situations les plus avancées, comme celles des comités de grève de Besan-



çon, de Nantes, etc. Bien entendu, il resterait de type parlementaire et organiserait de nouvelles élections avec le droit de vote à 18 ans, mais tout dépendrait de l'élan des forces révolutionnaires dans le pays.

### Des réticences envers Mendès

Pour nous la perspective était compliquée par la présence dans nos rangs de Pierre Mendès-France. Il était le plus capable de prendre la tête d'un gouvernement provisoire. Mais s'il ne participait pas à la direction du P.S.U., il était membre du parti. Or son optique était pratiquement la même que celle de Mitterrand. Comment le P.S.U. aurait-il pu prendre la tête du pouvoir des travailleurs en assumant la responsabilité du pouvoir antagoniste ?

D'où les réticences contre Mendès pas seulement à l'extérieur du P.S.U., mais aussi à l'intérieur. La région parisienne a demandé que Mendès n'intervienne pas à Charléty et le Bureau national a confirmé cette position.

### T.S. : Et les comités d'action ?

YVAN CRAIPEAU : A cette époque, j'étais responsable pour Paris du P.S.U. dans les rapports avec les comités d'action. C'est à ce titre que je suis intervenu à la veille de Charléty, à la réunion générale des délégués des comités d'action, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, devant 2 500 délégués. Il s'agissait de rallier les comités d'action à l'idée de Charléty. Le débat a été extraordinairement mouvementé et houleux.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que les comités d'action n'étaient pas des comités d'unité de l'ensemble des travailleurs, des conseils du type des « soviets ». Les comités d'action voulaient regrouper l'ensemble des militants révolutionnaires favorables au mouvement de mai, de toute tendance ou nuance. Ils voulaient jouer et ont joué le rôle de véritables comités populaires de quartier, mais ils dressaient un formidable barrage contre les organisations traditionnelles. Ils n'étaient pas question d'inviter des gens du P.C.F. à y entrer. Pour les militants des C.A., les militants des partis traditionnels étaient des « traîtres » du mouvement de mai.

La situation du P.S.U. au sein des comités d'action n'était pas très facile. Pourtant les représentants du P.S.U. y parlaient souvent avec qualité. C'est ce que je faisais, par exemple.

PIERRE REGNIER : Pourtant, il y avait des possibilités avec les militants communistes. Je me souviens qu'à Hispano un jeune ouvrier communiste avait peint au mur « Le pouvoir aux travailleurs ». Il s'est fait taper sur les doigts par les responsables du P.C.F. Il a finalement rejoint le P.S.U. Dans le XIII<sup>e</sup>, non pas des, mais les sections du P.C.F., pendant un court moment, ont refusé de diffuser le matériel du P.C.F. Ailleurs, c'était plus sporadique, mais cela existait.

### Charléty : une vraie manifestation populaire

#### T.S. : Et Charléty ?

JEAN ARTHUYS : En fait, l'idée de départ était la suivante : ne pas laisser retomber la pression dans la rue. Or les rassemblements de plus de cinq personnes étaient interdits. Et la répression était réellement féroce depuis la manifestation de la rue de Lyon. D'où l'idée d'un rassemblement fixe. Krivine avait proposé le polygone de Vincennes mais c'était trop grand, trop loin, trop dangereux. J'ai eu l'idée d'un stade, de Charléty. C'était d'ailleurs à la réflexion très casse-gueule. C'est moi qui ai négocié avec le P.U.C., le stade de Charléty. J'ai fait installer le matin une sonorisation de fortune.

Les comités d'action, comme l'a dit Craipeau, s'y sont ralliés. Le P.C.F. par la voix de Marchais, a pesé de tout son poids contre Charléty. La manifestation a été un formidable succès. Ce n'était pas une manifestation étudiante, mais une manifestation populaire, applaudie sur son passage par les travailleurs qui occupaient le SNECMA, boulevard Inkermann. Les orateurs étaient des syndicalistes et intervenaient comme tels (Krumnov Labi, etc.). D'ailleurs, c'était à 16 heures après le bide de Séguy à Billancourt Mendès-France — on l'avait décidé ainsi — devait pouvoir monter à la tribune ; mais il ne devait pas parler. A-t-il voulu parler ? Je n'en sais rien. Lui-même prétend qu'il était là pour protéger les manifestants contre l'

répression policière. Lorsqu'il est arrivé, il était encadré par beaucoup de monde ; des gens non dépourvus de certaines ambitions. J'étais responsable du service d'ordre. J'ai laissé monter Mendès, puis mon bras s'est abattu comme un couperet devant Hernu qui m'a demandé le passage. Je l'ai repoussé au bas de l'escalier assez brutalement.

Nous voulions être au carrefour pour faire le lien entre le mouvement étudiant et le mouvement populaire et avec cette idée encore très fuligineuse du « double pouvoir » à créer. C'est d'ailleurs ce qui déchainait le P.C.F., car il y voyait la conjonction de ce qu'il refusait s'opérer : une solution parlementaire dont il était exclu ; un mouvement populaire qu'il ne contrôlait pas.

Pour moi, ce fut une déception. Ce mouvement formidable n'a pas réussi à déboucher.

**T.S. :** Le 29, la C.G.T. a organisé une manifestation dont De Gaulle faisait un test ; c'est le moment où il a quitté l'Elysée pour Baden-Baden et Colombey. Le P.S.U., comme l'U.N.E.F. puis la C.F.D.T., n'y a pas participé. N'était-ce pas une erreur ?

**YVAN CRAIPEAU :** Le P.C.F. et la C.G.T. organisaient cette manifestation pour tenter d'effacer l'échec cuisant de Renault-Billancourt ; une sorte d'anti-Charléty. Le défilé devait développer les thèmes du P.C.F. : « Dix ans, ça suffit ! Gouvernement populaire ! ».

L'extrême gauche se refusait à aller cautionner ce qui leur paraissait être une manifestation contre le mouvement. Elle a entraîné l'U.N.E.F. Dans ces conditions, le P.S.U. et la C.F.D.T. n'ont pas appelé à manifester. En rejoignant le siège du P.S.U., rue Mademoiselle, j'ai vu le cortège. Cette manifestation était énorme ; et c'était bien une manifestation de mai. Passés les premiers rangs qui scandaient les slogans de la C.G.T. et du P.C.F., le gros de la foule criait : « Ce n'est qu'un début !... » et « Le pouvoir aux travailleurs ! ». Je suis arrivé rue Mademoiselle fou de colère. Oui, nous avons fait une grosse erreur. Il fallait aller à cette manifestation. Le congrès de Dijon du P.S.U., en 1969, a d'ailleurs tiré cette conclusion autocritique.

---

**Un axe de lutte :  
le contrôle ouvrier**

---

**T.S. :** Le P.S.U. s'est présenté aux élections. Il n'a pas suivi la ligne des groupes révolutionnaires : « Elections, piège à con ! ». Comment les élections sont-elles parties finalement inévitables ?

**YVAN CRAIPEAU :** Il faut relativiser la divergence. Nous avons tout de suite dit que quitter les usines pour aller aux urnes provoquerait une démobilisation générale des travail-

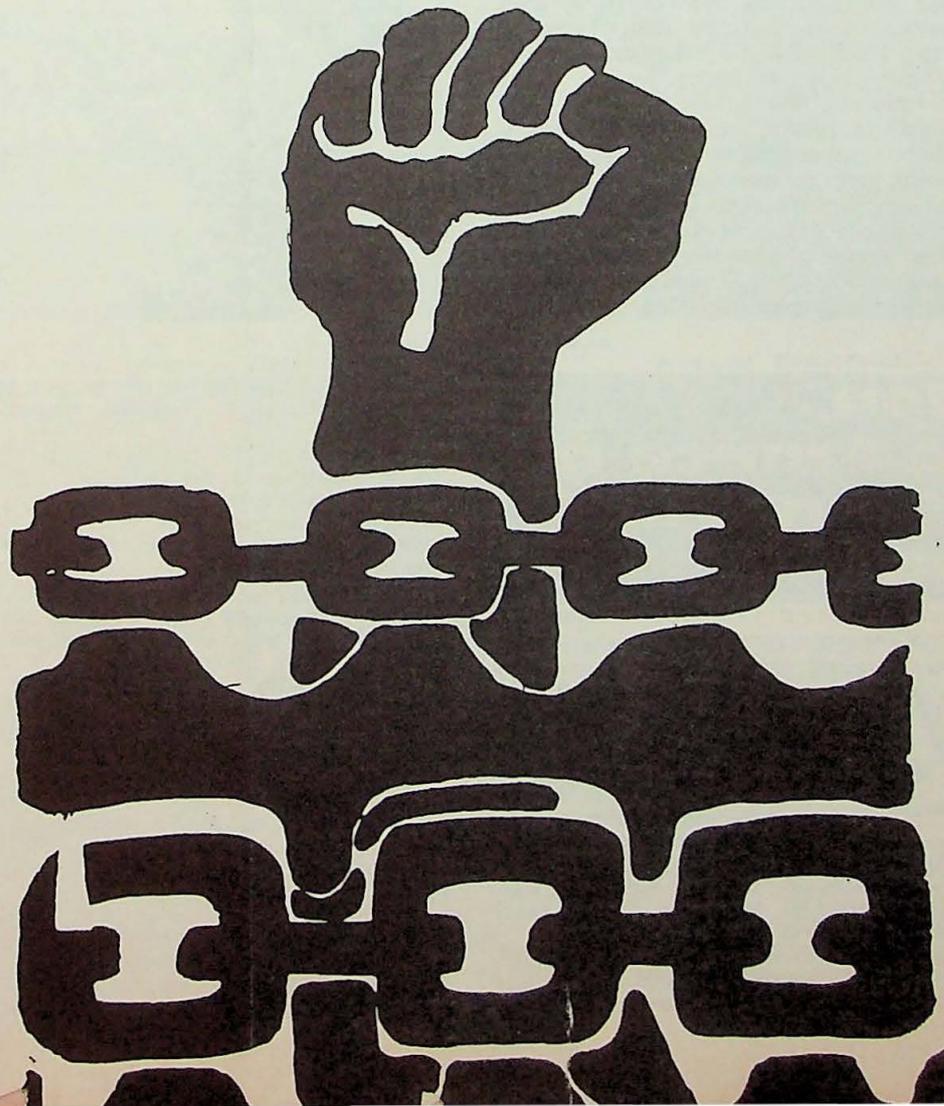
leurs et aussi des résultats électoraux favorables à la droite.

Mais il faut savoir évaluer un mouvement. Après le retour et le discours de De Gaulle, il y a eu la manifestation de la Concorde. La peur s'installait : on parlait des manœuvres de blindés autour de Paris et les menaces d'intervention de l'armée, plus ou moins réelles, ont été relayées par « l'Humanité ». De nombreux travailleurs ont en effet accepté les accords de Grenelle revus et corrigés et ont cessé de faire grève. L'essence est revenue... Le mouvement entamait une période de déclin. C'est là que se situe la divergence. Les mouvements d'extrême gauche ne croyaient pas au reflux. Ils croyaient qu'il y avait simplement une « interruption » du mouvement — celle des vacances — mais qu'aussitôt après, on retrouverait le même mouvement. D'où l'idée d'un « Octobre rouge ». En fait, le mouvement entraînait dans sa phase déclinante. Bien sûr, on pouvait s'attendre à des réactions très dures de résistance de la part des derniers bastions du mouvement. Mais ce mou-

vement ne recréera pas un nouveau flux révolutionnaire ascendant. C'est ce qui s'est produit. Il y a eu des luttes très dures à Peugeot-Sochaux, à Renault-Flins, etc., avec des morts... mais pas de nouvelle montée du mouvement. Dans ces conditions, il fallait aussi occuper le terrain électoral sans le laisser à la droite et à la gauche traditionnelle.

**PIERRE REGNIER :** De très nombreux militants, cédétistes ou cégétistes, ont contacté le P.S.U. et constitué des groupes et des sections d'entreprise. Prenons la région parisienne ; nous étions organisés dans toutes les grandes boîtes. Rien que dans les Hauts-de-Seine, dans la première semaine de juin, on a créé 28 groupes et sections d'entreprise. En assemblée de militants d'entreprise on a élaboré une orientation réellement issue de la base ouvrière et adaptée à la période : l'axe de lutte du contrôle ouvrier. L'extrême gauche et le P.C.F. ont beaucoup critiqué cette orientation. Aujourd'hui elle est reprise par beaucoup d'organisations, chacune à sa façon. ■

## LA BASE CONTINUE LE COMBAT



## LE PRINTEMPS DES LIVRES



Rêve et contestation politique.

### Non, la France ne s'ennuyait pas

● Alain Delale et Gilles Ragache, Paris, Seuil, 238 pages, 69 F.



**V**ANT mai 68, la France ne s'ennuyait pas... Après l'ère de la « reconstruction », elle progressait à marche forcée sur la voie de la croissance : celle de l'industrialisation, de l'urbanisation, de la centralisation à tout prix. La « prospérité » était loin de profiter à tous. O.S., travailleurs immigrés, retraités, apprentis, ouvriers agricoles, petits paysans en faillite : autant de laissés pour compte ou de soutiers de l'opulence. En tout, plus de dix millions de personnes. La jeunesse, sans pers-

pectives, était déjà hantée par le chômage ; sur les campus, la « misère étudiante » était réelle.

Mais 68, ce ne fut pas seulement Paris, les barricades de la rue Gay-Lussac ou l'occupation à Boulogne-Billancourt. Mai 68, en fait, s'étendit sur plusieurs mois : ceux qui avaient précédé, et puis juin, juillet, la rentrée...

Un des mérites du livre de Delale et Ragache est de remettre ainsi les choses en place, de faire voler en éclats quelques clichés qui servent encore beaucoup.

Les deux auteurs sont animateurs de la revue *Le peuple français*, et c'est en histoires qu'ils ont travaillé. Non pas pour sortir à la va-vite, dix ans après, un ouvrage de commémoration. Leur recherche s'est étendue sur plusieurs années. Ils ont dépouillé des milliers de documents, publics ou secrets, officiels ou officieux ; recueilli des témoignages de tous bords pour dresser le tableau général de la France de 1968.

Il ne s'agit donc pas d'une grille nouvelle d'analyse, d'un système théorique, d'un discours a posteriori. Pas d'incantation, de justification ni même de nostalgie. Mais une mise à jour, une mise en ordre d'éléments

épars et multiformes ; des ensembles et des moments qu'une mise en perspectives rend intelligibles.

De cette vision globale ressortent des points ignorés ou occultés. Par exemple, la lutte majeure (la première du genre) des salariés agricoles ; la liaison réelle, en plus d'un endroit, des milieux ouvriers-paysans-étudiants ; les 19 morts de 68 ; le rôle aussi des partis et des syndicats bousculés par ce grand chambardement...

La langue utilisée est claire, rythmée, volontiers didactique, une langue d'« instituteur ». Elle ne permet que mieux d'appréhender des réalités complexes et mouvantes. Le texte est constamment étayé (plutôt qu'ilustré) par une abondance de documents : photos, reproductions d'affiches ou de tracts, graphiques, cartes, statistiques. Nous tenons là, parue à ce jour, la somme la plus complète et la plus rigoureuse sur cette année 68 qui n'est pas encore — heureusement — devenue de la froide Histoire.

René LANARCHE ■

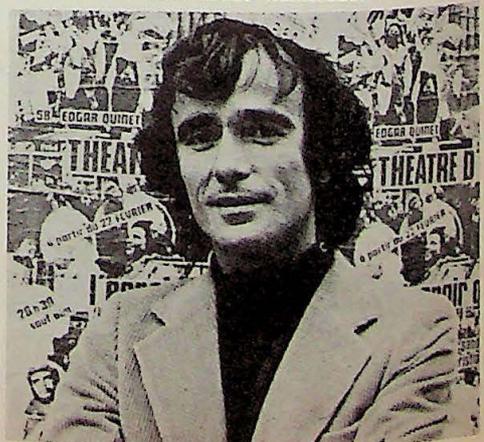
### "E finita la comedia!"

● Jean-Claude Guillebaud, *Les années orphelines*, Paris, éd. du Seuil, 1978, 111 p., 25 F, coll. « Intervention ».

**D**ix ans ! Dix ans déjà ! Nous en avons vingt. Sommes-nous donc si vieux ? Et si près des aveux ? Il y a des générations dont l'avenir s'est confondu avec l'espérance et qui, un beau jour, se retrouvent avec pour tout destin de devoir faire l'amer examen des illusions perdues. Apparemment c'est le cas de la nôtre. Celle de Jean-Claude Guillebaud.

D'où le pamphlet que l'auteur nous livre. Pamphlet doux-amer ; chaleureux dans sa sévérité à l'égard des dogmes, impitoyable dans la tendresse avouée à l'endroit du rêve convivial des soixanthuitards. Guillebaud, grand reporter pendant plus de dix ans, aujourd'hui chef-adjoint du service de politique étrangère au *Monde*, dresse une sorte de bilan. « Voici dix ans, écrit l'auteur, nous parlions sans arrêt de porter l'imagination au pouvoir. » Dix ans après voilà que devant nous « la page est blanche ». Entre les deux ? Eh bien regardez autour de vous. Et regardez-vous, camarades ! Ah ! qu'elle était laide la

Jean-Claude Guillebaud.



France de De Gaulle, et qu'il était beau le « Che »-conquistador dans le maquis de Bolivie. Et combien glorieux les combattants Vietnamiens. Que nous éprouvions de sympathie pour tous ces peuples rebelles du bout du monde. Fidel était alors un modèle d'internationalisme prolétarien, Mao incarnait l'espérance du tiers-monde déshérité. L'ennemi, on le désignait du doigt. L'imagerie politique d'alors, dérisoirement simpliste, rejoignait **La Légende dorée**. Bref, nous vivions, curés rouges — mais cures tout de même —, avec une sorte de dévotion canaille et jubilante le triomphe de nos « idées justes » dans un monde voué de toute façon à connaître les « **lendemain qui chantent** ».

La suite, on la connaît. Les années fastes ont vécu. La rhétorique révolutionnaire et manifestatoire s'est flinguée un beau jour du côté des camps de rééducation du sud Vietnam, en Erythrée, cartonnée à bout portant par les Kalachnikov soviéto-cubaines, dans Santiago blessée à mort au palais de la Moneda. Et ici, chez nous, au cœur de l'hexagone, la gauche qui a suicidé notre dernier espoir.

Beaucoup de ceux que leur propre passé fait loucher, tous ceux qui ont mal en eux d'avoir été floués, trouveront sans aucun doute dans le petit livre de Jean-Claude Guillebaud de quoi interpeller quelques vieux démons. « **Les faits sont têtus** » (Lénine). Qui ne le sait, qui ne l'a surtout dit et répété ? Oui, mais voilà : tout s'est passé comme si, portés par de « bons sentiments », nous n'avions fait en sorte de la politique que comme d'autres croyaient jadis pouvoir faire de la littérature. Le résultat est là : suffisamment énorme pour qu'on ne puisse plus l'ignorer, trop dérisoirement absurde pour qu'il ne nous laisse pas (pour longtemps ?) chagrins. Il en aura fallu du courage à Guillebaud pour fustiger la tentation du désespoir. Et de la lucidité pour que, parvenus que nous sommes au bord du désenchantement, nous ne cédions pas à la tentation magique de tout jeter par-dessus bord.

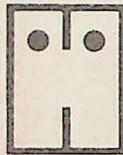
José SANCHEZ ■



La légende dorée de 68.

## Au-delà des mythes

● Jean-Marc Salmon, *Hôtel de l'avenir*, Paris, Presses d'aujourd'hui, 294 pages, 52 F.



Al 68 a plus témoigné pour l'avenir que ne l'ont laissé supposer les mythes que nous avons bâti par la suite autour de ces événements. Il a plus démontré que ne veulent le faire croire les rengaines politiciennes ou les « **désespérés du marxisme et de la révolution** ».

C'est ce qui ressort du livre de Salmon.

Reprenant la chronologie de ces journées, qui le trouvèrent établi dans une usine et non dans la rue avec les étudiants, il met en parallèle une série de faits jusqu'alors peu analysés : en particulier la diversité des aspirations et comportements des acteurs qui conduisit la plus grande grève générale de l'histoire à se figer sur le plus petit « **grand dénominateur commun** » : les progrès salariaux et la reconnaissance des sections syndicales. Pour Salmon, le mouvement révolutionnaire de mai 68 ne rechercha pas finalement ce que le langage marxiste lui assigne : la prise du pouvoir. L'Etat fut pendant quinze jours un non-lieu. Le seul lieu fut la rue, avec le besoin de tous de canaliser vers la société civile un discours politique qui, jusque là, s'énonçait dans les institutions représentatives.

Mais l'Etat-nation, appuyé par une classe politique rendue silencieuse pendant quinze jours, s'opposa puis liquéfia les tentatives d'autogouvernement qui se manifestèrent. Certes, Salmon ne délire pas sur ces dernières. Il reconnaît toute la force mise par la C.G.T. pour les combattre. Mais elles existent, en particulier dans les secteurs modernes de l'économie (chimie, électronique).

Cette observation de mai 68, comme un mouvement qui mit en avant les thèmes du XX<sup>e</sup> siècle et non ceux du XIX<sup>e</sup> est capitale. A force de penser la stratégie révolutionnaire avec les concepts marxistes, les partisans de la révolution ne cessèrent de ne rien comprendre à ce qui se passait. Cette leçon qui court à travers tout le livre n'est pas la moindre de l'ouvrage. Mais Salmon ne tient pas un discours de pourfendeur du marxisme comme source de tous les maux. Il tente de faire surgir de son analyse d'autres réalités, plus fécondes que ceux qui se contentent d'introspections. Mai 68 a changé toutes nos habitudes dit-il, parce qu'il a agi sur le domaine des idées. Il nous a rendu plus intelligents. Salmon nous invite à l'être encore plus.

Yves SPARFEL ■

## mai-books

● Gérard Guégan, *Oui, mai*, Paris, éditions du Sagittaire, 122 p., 26 F.

Court, vite à lire, ce livre est un poème célébratoire de ce que chacun peut ressentir comme émotions contradictoires s'il réfléchit à ces dix années écoulées. Du ventre de sa mère à aujourd'hui, Guégan nous invite à partager une étrange chanson du quotidien où s'entremêlent les grandes illusions, issues de la guerre et de l'après-guerre, nos mensonges, nos désirs de militants. Il nous appelle en racontant sa propre petite histoire à méditer sur la nôtre, à retrouver le goût de la révolte contre l'inhumain, contre la barbarie qui nous guette à chaque coin de rue de Paris, de Marseille ou d'ailleurs, à mettre « notre peau sur la page », à ne pas se démobiliser.

● Jean-Pierre Le Dantec, *Les dangers du soleil*, Paris, Presses d'aujourd'hui, 290 p., 52 F.

Cette autobiographie d'un ancien dirigeant mao à les accents de la désespérance. Histoire d'une génération perdue : il invite à passer à la moulinette les leurrés qui l'ont agitée. Bien écrit, c'est-à-dire avec les tripes, il fourmille d'explications et d'autocritiques retrospectives sur la gauche prolétarienne. Pourtant, si elle est sincère, cette critique acerbe de la dérive idéologique des maos, ne cède pas la place à l'idée d'une al-

ternative. Elle se contente trop d'expurger les fantasmes théoriques et organisationnels de la militance révolutionnaire. Ne resterait de cette purification qu'une grande méfiance à s'engager, la défense des droits de l'homme et une certaine révolte. N'y a-t-il pas besoin aussi d'autres perspectives de libération et d'égalité qui agitent toujours et encore le quotidien et la lutte de classe ? Le vide indéfinissable sur lequel conclut Le Dantec est inquiétant même s'il est le prix d'une lucidité amère. Mais il vaut mieux être inquiet qu'autosatisfait.

● Jacques Baynac, *Mai retrouvé*, éditions Laffont, 301 p., 48 F.

Mai retrouvé à travers les archives de la faculté de Censier, à travers l'histoire de ceux qui lancèrent les comités d'actions travailleurs-étudiants, de ceux qui, troubadours de la révolution, lui donnèrent un impact qui dépassa les limites des facultés. Mai retrouvé à travers les thèmes les plus riches qui l'animent : l'auto-organisation, le mépris des chefs et des bureaucrates, la libération de la parole, la capacité à nier ne serait-ce qu'un moment toutes les servitudes imposées par l'Etat et le capitalisme. Mai retrouvé comme ayant fécondé nos luttes de la suite ; mai retrouvé comme la seule révolution qui ait ignoré le principal but des vieilles révolutions : la prise du pouvoir. Baynac, bon reporter, parfois juge à l'emporte-pièce de ses adversaires politiques, situe bien mai 68 quant il le définit comme « le premier mouvement subversif de l'histoire à avoir préféré vivre la révolution plutôt que la mourir, à avoir préféré changer l'es-

prit du temps plutôt que changer de maître ».

● Des tracts de mai 68, ouvrage collectif, Paris, éd. Champ libre, 491 p., 96 F.

On ne lira pas cet ouvrage sans lui trouver un aspect quelque peu rébarbatif. Il est vrai que le dépouillement politico-linguistique de plusieurs milliers de tracts ne peut guère aboutir, quoi qu'on fasse, à autre chose qu'à cet énorme pavé que viennent de publier les éditions Champ libre. Réédition très exactement puisque l'ouvrage a vu le jour en 1975 à l'issue de travaux collectifs réalisés par un groupe d'étudiants de l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud et de l'U.E.R. de sciences humaines de Lyon II.

● Parapluie, une résistance culturelle, Paris, éd. Alternative et parallèle, 125 p., 32 F.

Décidément la réédition se porte bien. L'anthologie des treize numéros de *Parapluie* (1970-1973) intéresse moins 68 que ses suites, moins l'événement à proprement parler que l'avenir de la culture après que cette dernière, vouée aux gémonies pendant les journées chaudes, se soit retrouvée dans une situation d'éclatement.

● Siné, *La chienlit, c'est moi !* Paris, Balland, 110 p., 39 F.

S'il ne reste qu'un enrégé, ce sera celui-là. Siné a dessiné beaucoup en 25 ans. Il a commis beaucoup de fautes « de goût » et de fautes d'orthographe (car il écrit aussi comme un damné, et il vit, et il jouit — du moins, il en a l'air). Mais jamais avec si bon cœur. Son témoignage

est précieux : outre ses dessins de l'époque (ceux de l'Enragé) il nous livre ici, sans complexe et sans pudeur, le texte des lettres qu'en pleine bagarre il trouvait le temps d'envoyer à sa bien-aimée. Agressif, provoquant, tout chaud, touchant.

● L'Enragé, Paris, Pauvert, Collection complète des 12 numéros introuvables, mai-nov. 68, 62 F.

Le titre est raccourci. Mais cette réédition doit permettre à Jean-Jacques Pauvert de s'en mettre un peu dans les foulées. Ce n'est après tout que justice puisqu'il avait accepté, sur le projet de Siné et d'un certain Wolinski, de sortir de mai à novembre les numéros de l'Enragé. De l'agit-prop à l'état pur, un talent du feu de dieu. Et quelques petits gars qu'on connaît mieux depuis : Bosc, Cabu...

● Les 500 affiches de mai 68, Paris, Balland, 220 p., 59 F.

Elles appartiennent à tous, ces 500 affiches, et même un peu plus. Issues de la prodigieuse créativité collective qui a marqué ce joli mois de mai. A reproduire, à piller ; pour les réutiliser, pour s'en inspirer ; pour les rues, pas pour les musées.

● Patrick Poivre d'Arvor, *Mai 68* - Mai 78, Paris, Seghers, 127 p., 59 F.

● Michel Sarrasin, Jean Brune, Julia Kader, Marie Cazes, *Histoires de mai*, Paris, Presses du temps présent, 192 p., 68 F.

● Autrement, 68-78 : dix années sacrilèges, n° 12, 296 p., 40 F.

● Révoltes logiques. Les lauriers de mai, n° spécial, éd. Solin, 134 p., 25 F.

# Argentine : Boycottons la junte !



Elle a lieu. La Coupe du monde de football se déroule en ce moment en Argentine. La junte, pour cette opération de prestige, a englouti des millions de dollars, dans un pays où le pouvoir d'achat des travailleurs est tombé en deux ans de 65 %, où le chômage frappe 15 % d'entre eux.

Ainsi, l'équipe de France a joué à 800 mètres du pire centre de torture d'Argentine. 800 mètres, c'est la distance qui sépare le stade de River Plate de l'École Mécanique de la Marine, siège du sinistre « grupo de tareas 3-3 », véritable gestapo composée de 314 officiers et soldats. Depuis deux ans que sévit la junte, des centaines d'hommes et de femmes y sont atrocement suppliciés, brûlés au chalumeau, coupés vifs à la scie électrique, écorchés vivants... C'est aussi de cette « école » que décollent les hélicoptères qui vont jeter les corps mutilés dans les eaux du rio de Plata ou dans l'Atlantique.

Depuis deux ans, au moins 8 000 personnes ont été emprisonnées, le plus souvent sans aucune procédure judiciaire ; 15 000 ont disparu ; 8 000 à 10 000 personnes ont été assassinées.

Cela, on ne peut l'oublier ; il ne faut pas l'oublier.

L'autre jeudi, au moment où Videla inaugurerait le « Mundial » en grandes pompes, toute artillerie dehors, plus d'une centaine de femmes, épouses, mères, enfants de « disparus » — celles que les militaires appellent les « folles de la Plaza de Mayo » — manifestaient dans le centre de Buenos-Aires. Elles manifestaient comme elle le font depuis six mois chaque semaine pour exiger des informations sur le sort des leurs.

Certes, la campagne de boycott n'a pas empêché le « Mundial ». Mais elle a permis une intense mobilisation sur ce qui se passe en Argentine. Personne aujourd'hui, sportif ou non, n'ignore la nature du régime argentin, ses agissements, son mépris le plus total des droits élémentaires de l'Homme.

Aujourd'hui, en France, l'heure n'est plus au boycott de la coupe. Elle est au boycott de Videla, au boycott de la junte ; au boycott économique, diplomatique, touristique, politique, de la dictature argentine. ■



1<sup>er</sup> juin à Paris :  
10 000 manifestants dans la rue à l'appel du COBA, le Collectif pour le Boycott  
de la Coupe du Monde de Foot-Ball.